

PIERRE FOGLIA EST DE RETOUR PAGE A4



cyber
LA PRESSE

Hiroyuki Suzuki berce son bébé à l'hôpital Kyoritsu, à Iwaki.

MICHÈLE OUMET AU JAPON

LA PEUR DANS LES YEUX

À 30 km de la vacillante centrale nucléaire de Fukushima, une courageuse équipe médicale prend soin de personnes âgées fragiles et de bébés prématurés. En combattant deux ennemis invisibles : **la radioactivité** et **la peur**.

PAGES A2 ET A3

PHOTO MARTIN LEBLANC, LA PRESSE

BLESSURES DE MAX PACIORETTY
« LE CANADIEN A EXAGÉRÉ »
Recchi défend Chara alors que le CH joue à Boston ce soir.
SPORTS PAGES 1 À 3



PHOTO ARCHIVES REUTERS



EXCLUSIF

DES RUISSEAUX EMPOISONNÉS

La concentration de pesticides d'un cours d'eau de la principale zone maraîchère du Québec dépasse de beaucoup les critères de qualité de l'eau. Et ce ne serait que la pointe de l'iceberg. MARIE ALLARD PAGE A5

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

NOUVEAU PONT CHAMPLAIN
« LA SOLUTION LA PLUS FAISABLE »
Le ministre des Transports Sam Hamad penche finalement pour une nouvelle structure.
PAGE A16



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE



PHOTO PC

VERS DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES
RENDEZ-VOUS LE 2 MAI
NOTRE ÉQUIPE À OTTAWA PAGES A6 ET A7

MYTHES ET CLICHÉS ÉLECTORAUX
VINCENT MARISSAL PAGE A8

TAUX D'INTÉRÊT >
PAS DE HAUSSE AVANT LE SCRUTIN
LA PRESSE AFFAIRES PAGE 2

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Les Canadiens vont voter plus souvent que les députés ne vont à la Chambre des communes.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



L-V 621 924 987 651

ACTUALITÉS

EXCLUSIF

NON À LA LOI 101 DANS LES CÉGEPS

Francophones et allophones devraient pouvoir y poursuivre leurs études en anglais, estime le Conseil supérieur de la langue française.

DENIS LESSARD
PAGE A10



ELIZABETH TAYLOR 1932-2011
UNE LÉGENDE DU CINÉMA S'ÉTEINT

NATHALIE PETROWSKI
ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 ET 2

PHOTOS AFP ET AP



JAZZ

Aujourd'hui 17h30

Stanley Pénan consacre l'émission à la musique de ce célèbre compositeur et jazzman qui a grandement influencé l'univers du cinéma.

Réalisation : Daniel Vachon

ZOOM SUR MICHEL LEGRAND

Radio-Canada.ca/musique

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM



LE JAPON EN CRISE



Iwaki se prépare au pire et évacue les malades les plus vulnérables vers Tokyo.

REGARDEZ NOTRE VIDÉO **SUR** cyberpresse.ca/iwaki

PHOTOS MARTIN LEBLANC, LA PRESSE

Pourtant, le tremblement de terre et le tsunami ont laissé peu de traces: des rues lézardées, des marches brisées, quelques murs fissurés. Le cœur d'Iwaki, ville de 340 000 habitants, a été épargné.

Par contre, à l'autre bout de la ville, le long de la mer, entre l'écume blanche des vagues et les montagnes qui barrent l'horizon, le tsunami a laissé des traces: autos renversées, toits effondrés, maisons défoncées.

Bref, peu de dévastation, mais un ennemi invisible et difficile à combattre: la radioactivité. Et la peur qu'elle engendre. Mais surtout, surtout, les rumeurs qui ont condamné Iwaki.

Ces rumeurs mettent le directeur de la ville, Matsuto Shimoyamada, dans tous ses états.

« Je n'ai qu'un message à faire passer, dit-il: les radiations ne nuisent pas à la santé, elles ne sont pas

« **LORSQUE LE RÉACTEUR NUCLÉAIRE DE FUKUSHIMA A CRACHÉ DE LA FUMÉE RADIOACTIVE, UN VENT DE PANIQUE A SOUFFLÉ SUR IWAKI, VIDANT LA VILLE D'UNE PARTIE DE SA POPULATION.** »

assez fortes. Mais les rumeurs disent que c'est dangereux. Les camions ne viennent plus à Iwaki. On manque de nourriture, d'essence, d'eau. Personne ne veut venir ici. Même les postiers refusent de venir chez nous.

– Où peut-on trouver de la nourriture?

– Vous devez faire la file pendant des heures devant les rares magasins ouverts ou aller dans un centre de distribution. »

Il travaille au quartier général où sont réunis pompiers, fonctionnaires et bénévoles. Le centre nerveux, réparti sur quatre étages. Au milieu, Matsuto Shimoyamada, cheveux gris, épaules courbées, visage fripé par le manque de sommeil.

...

L'hôpital continue de fonctionner, mais si la crise persiste, la situation

risque de devenir intenable, prévient le D^r Honda. Malgré tout, le personnel tient bon. Malgré la ville à moitié déserte, malgré les magasins fermés et les étalages vides.

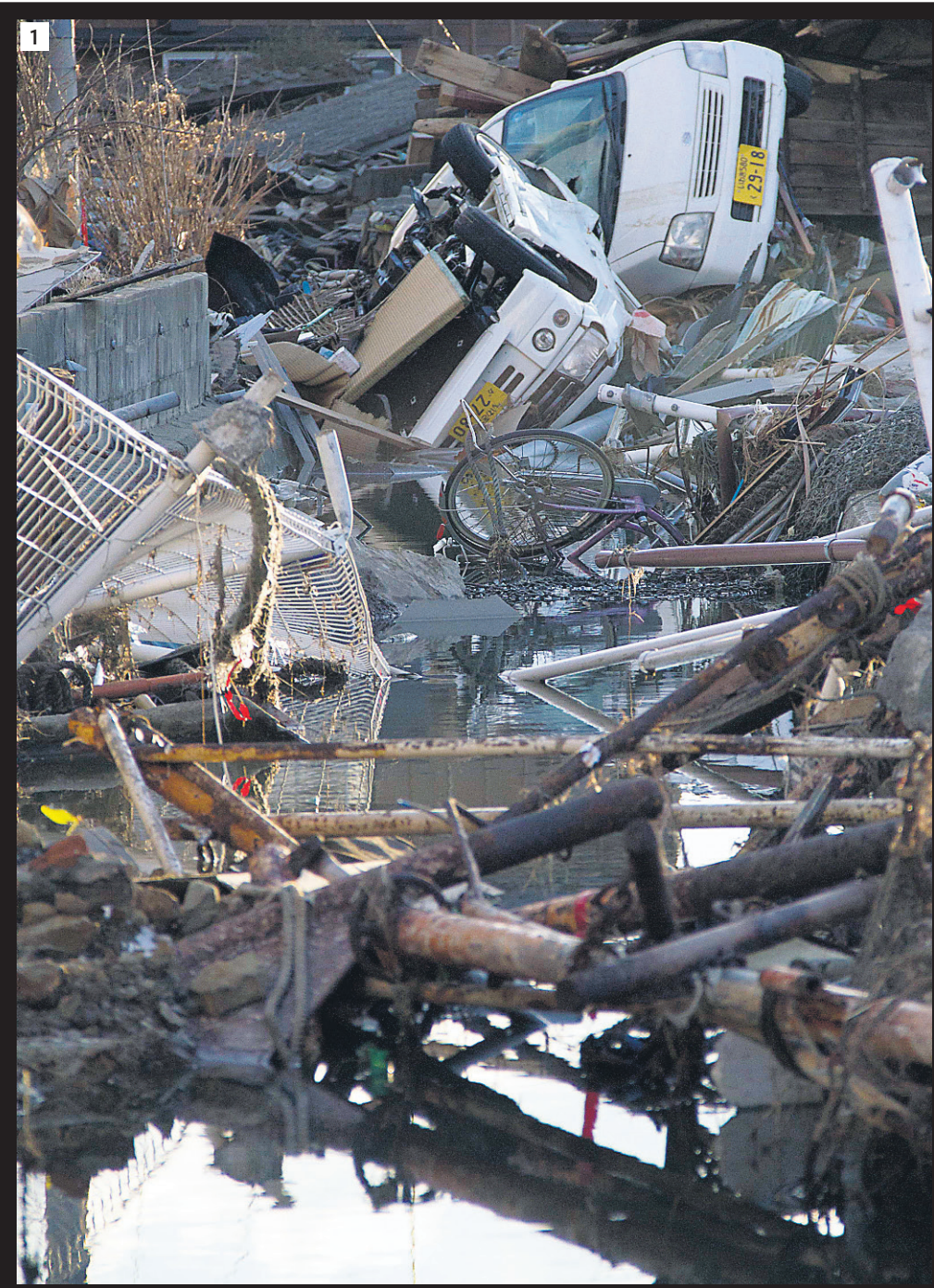
Et malgré la peur. Hisayo Moue vient de finir son quart de travail. Quatorze heures d'affilée. Elle est infirmière et elle tient le coup. Pas question de partir. Elle reste envers et contre tous, même si elle a peur des radiations.

« Vraiment peur?

– Oui, répond-elle. Pas à court terme, mais qu'est-ce qui me garantit que je ne serai pas malade dans 10 ans? Un cancer? La leucémie? Mais oui, j'ai peur. »

Et elle n'est pas la seule qui ait peur, dans cette ville. Avec ou sans raison.

Pour joindre notre journaliste: michele.ouimet@lapresse.ca



1 Près de la mer, à Iwaki, le tsunami a laissé des traces: autos renversées, toits effondrés, maisons défoncées.



2 Vêtus d'une combinaison à l'épreuve de la radioactivité, ces travailleurs s'apprêtent à faire subir à des résidents d'Iwaki des tests de radiation.



3 Le quartier général d'Iwaki, où sont réunis pompiers, fonctionnaires et bénévoles.

ACTUALITÉS

Revenir



PIERRE
FOGLIA
CHRONIQUE

C'est gentil de vous inquiéter, mais non, je n'étais pas à l'hôpital. En fait, j'arrive d'Irak. Je vous en parle à partir de samedi et pour toute la semaine prochaine. Justement, dans un des papiers de cette série irakienne, je raconte brièvement une visite dans le plus grand hôpital de Bagdad, où régnait, ce jour-là, une sérénité qui m'a laissé tout ébahi. La salle d'attente des urgences était presque vide, pas de civières dans les couloirs, pas d'infirmières exténuées, pas de cavalcade... Comment font-ils ?

Un détail m'a alors frappé : pas de vieux non plus. De toute évidence, dans cet hôpital irakien, on ne soigne pas cette maladie qui grève, chez nous, presque toutes les ressources : la vieillesse.

Il semble que, contrairement aux nôtres, qui exigent de mourir à 106 ans en pleine santé, en Irak, les vieux s'attendent à mourir de quelque chose.

Alors voilà, j'ai plus ou moins décidé de mourir en vieil Irakien. Arrêtez de me demander : êtes-vous

malaaaaade, monsieur Foglia ? Probablement.

Je serais bien resté quelques jours de plus à Beyrouth. Beyrouth est plus fascinant encore quand on revient de Bagdad. Beyrouth fragilisé comme Bagdad, par ses clivages confessionnels, chrétiens et musulmans, chiïtes et sunnites. Beyrouth à une heure et demie de Bagdad. Beyrouth le jour. Bagdad la nuit.

Beyrouth devenu – on croit rêver – une destination à la mode (un peu moins couru qu'Istanbul, mais tellement plus hip). Il faisait si doux dans Hamra, l'autre samedi soir, à la terrasse des cafés ! Les Libanaises y riaient fort, et l'odeur était la même qu'à Bagdad, une odeur de pétales écrasés.

J'ai déjà arpenté Beyrouth sous les décombres, au milieu des années 80. Je disais alors, il faudra mille ans à cette ville pour cicatriser ses blessures, étouffer ses haines, se refaire un look et une âme.

J'ai parfois l'impression que le temps (celui qui passe) est

un escalier et que, sous mon pas... oups ! Je viens de manquer une marche.

Je serais bien resté quelques jours (quelques semaines, quelques mois) de plus à Paris aussi. Mon Paris grisouilleux que vous n'aimeriez pas. Mon Paris des deux gares (du Nord et de l'Est) et du marché Saint-Quentin, à deux pas du petit hôtel où je descends depuis des années. Même les Parisiens ne comprennent pas ce que je trouve de particulier à ce quartier.

Rien, justement.

Quand même, au bout de « ma » rue Chabrol, le faubourg Poissonnière, le lycée Lamartine, les quais du canal Saint-Martin par la rue des Vinaigriers, que l'on prend par le boulevard le plus laid de Paris, le boulevard Magenta, que fuient les touristes.

Le matin, je lis *L'Équipe* (*Le Monde* sort seulement à midi) au café de l'Aubrac, où les habitués entrent en saluant le patron d'un retentissant : Salut, bougnat ! Sur les trottoirs passent en babillant les petits enfants que leurs parents vont reconduire à la garderie voisine.

Je suis à deux stations du métro Barbès. De là, je vais à pied, par le boulevard de Rochechouart, saluer mon dernier ami parisien, Maximo, qui est peut-être aussi le dernier anar de la Butte. On a travaillé dans les mêmes imprimeries. Il a fini au *Herald Tribune* ; moi,

j'étais déjà au Canada, et déjà plus typographe.

Maximo sort le champagne du frigo et les petits-fours. C'est seulement comme ça que j'aime le champagne : je le fais boire au petit-four et, après, je mange le petit-four. Je sais, c'est pas la grande classe, d'autant moins que, souvent, le petit-four se casse dans le verre et que je le repêche avec mes doigts. Anyway.

Maximo et moi, on s'est connus dans une imprimerie près de Colombey-les-Deux-Églises, où il a toujours sa maison de campagne et croise parfois les anciens de la bande. Tiens, j'ai revu le Marcel Voisangrin au Leclerc, l'autre jour...

Quel âge ça y fait, au Marcel ?

Quatre-vingt-trois. Ah, quand même.

On a marché jusqu'à Pigalle, puis jusqu'à Blanche – jusqu'au Moulin Rouge, en fait. Le quartier a bien changé. Jadis super-folklo et abandonné aux touristes et aux putes, il est en cours de gentrification. Au milieu du boulevard de Rochechouart, sur le terre-plein aménagé en promenade, de jeunes familles avec des poussettes et des vélos.

En revenant, on ne disait rien, mais on pensait la même chose : peut-être que c'est la dernière fois qu'on se voit ?

LE NUCLEAIRE — C'est l'histoire de deux mathématiciens spécialistes du calcul des probabilités qui sont assis à la terrasse d'un café. L'un lance à l'autre : je te parie 10 \$ que les 50 prochaines personnes qui passeront devant nous seront toutes des hommes (1).

Évidemment, l'autre s'empresse de parier. En spécialiste du calcul des probabilités, il évalue rapidement que les chances pour que 50 hommes passent sur le trottoir devant eux avant que ne passe une seule femme sont à peu près de l'ordre de une sur un million de milliards.

Si j'ai bien compris ce que nous expliquent les savants spécialistes du nucléaire que j'entends ces jours-ci à la télé et à la radio, les probabilités pour que se produise un vrai accident nucléaire – pas quelques petites fuites de rien du tout comme à Fukushima – sont à peu près du même ordre. Une sur un million de milliards.

Et selon ces mêmes savants experts, les antinucléaires sont à peu près aussi imbéciles que le mathématicien qui voulait parier que 50 hommes passeraient sur le trottoir avant que ne passe une seule femme.

Sauf que ledit mathématicien venait à peine de lancer son absurde pari qu'un bataillon de 200 fantassins a passé sur le trottoir en se rendant à une manœuvre.

La probabilité pour qu'un bataillon passât sur le trottoir à ce moment de l'après-midi, devant ce café, était aussi de une sur un million de milliards.

Ainsi arrivera un accident nucléaire : nonobstant le fait qu'il ne devait pas arriver.

(1) L'auteur de l'histoire est Martin Gardner, célèbre mathématicien américain mort l'an dernier, qui voulait illustrer la frivolité des probabilités appliquées au réel. Elle est citée par le *Gran* dans *L'écologie en bas de chez moi*. C'est là que je l'ai piquée.

ALLER LOIN

À votre service tout l'été.

Cet été, profitez de tarifs exceptionnels.

Obtenez des milles Aéroplan^{MD} avec chaque vol. Profitez de la présélection de places gratuite ainsi que de repas et de rafraîchissements offerts à titre gracieux. Voilà ce que l'on appelle du service.

BARCELONE ¹ 19 JUIN – 10 SEPT. 2011	DUBLIN ³ 1 ^{er} JUILL. – 13 SEPT. 2011
739 \$	749 \$
ROME ^{1, 2} 19 JUIN – 10 SEPT. 2011	MADRID ^{1, 4} 19 JUIN – 10 SEPT. 2011
750 \$	849 \$
ATHÈNES ^{1, 2} 19 JUIN – 10 SEPT. 2011	
999 \$	

Tarifs aller-retour au départ de Montréal. Dates de départ telles qu'indiquées ci-dessus. Les tarifs n'incluent pas le supplément des frais de carburant, qui peut aller jusqu'à 340 \$ par aller-retour. L'offre prend fin le 31 mars 2011.

➤ Pour réserver, visitez aircanada.com, appelez-nous au 1 888 247-2262 ou encore, appelez votre agent de voyages.

aéroplan

MILLEUR TRANSPORTEUR AÉRIEN AMÉRIQUE DU NORD

aircanada.com

Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Des frais s'appliquent au deuxième bagage enregistré pour certaines destinations. Les billets doivent être achetés au plus tard le 31 mars 2011. Les taxes, les redevances et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont remboursables, moyennant des frais de 300 \$. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. L'achat à l'avance peut être requis. Des restrictions quant aux jours peuvent s'appliquer. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Dernières dates de départ telles qu'indiquées ci-dessus. Un séjour minimal ou maximal peut être requis. A moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou de Jazz Aviation LP. ¹En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance^{MD}. ²En collaboration avec Swiss International Air Lines, membre du réseau Star Alliance^{MD}. ³En collaboration avec British Midland, membre du réseau Star Alliance^{MD}. ⁴En collaboration avec Brussels Airlines, membre du réseau Star Alliance^{MD}. ^{MD}Star Alliance est une marque déposée d'Air Canada au Canada. ^{MD}Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada inc.

EN BREF

Un nom pour les nouveaux wagons du métro

Après le succès remporté par sa consultation pour choisir la couleur des nouvelles voitures de métro MPM-10, attendues pour 2014, la Société de transport de Montréal (STM) lance un nouvel appel à la population pour leur trouver un nom. À partir de lundi prochain, et jusqu'au 11 avril, les suggestions pourront être soumises en ligne sur www.stm.info et www.mouvementcollectif.org. Un comité de sélection analysera les propositions. Une seconde consultation pourrait être menée plus tard pour départager les meilleures suggestions. Le nom proposé devra être court, original, significatif, sympathique, d'une sonorité agréable et facile à retenir. Il devra aussi être lié au développement durable. Enfin, il devra avoir un maximum de 16 caractères. – La Presse

Trois offres pour le Mont Orford

La MRC de Memphrémagog a reçu trois offres afin de relancer la station Mont Orford, rapporte le quotidien *La Tribune*. Les offres proviennent de la Coopérative de solidarité du Mont-Orford, du Groupe Fortune, ainsi que de Vertendre et Gestion Soroma, qui ont présenté une offre commune. «On est très heureux, a déclaré le préfet de la MRC de Memphrémagog, Gérard Marinovich, peu après l'heure limite pour la remise des offres, hier matin. Le pari c'était qu'on ait plusieurs candidats.» – La Presse Canadienne

Réseau de véhicules volés démantelé

Hier matin, les policiers de la GRC, de la Sûreté du Québec et du SPVM, ont procédé à un important ratissage, dans le but de démanteler un réseau d'exportation de véhicules volés. Deux perquisitions ont été menées à Montréal. Elles ont permis l'arrestation de six individus, âgés de 22 à 59 ans, dans la région de Montréal et en Montérégie. Au cours de l'enquête, les services de police ont aussi pu récupérer 23 véhicules volés, dont plusieurs véhicules de luxe, des motomarines, une remorque et des machines lourdes. Le tout pour une valeur de plus d'un million de dollars. Selon la GRC, les véhicules étaient envoyés à destination des Émirats arabes unis et du Congo, à partir du port de Montréal. Sur les six personnes interpellées, quatre sont accusées de complot et de possession de biens criminellement obtenus. Elles comparaitront aujourd'hui au palais de justice de Montréal. – La Presse

Zones de culture maraîchère

Des cours d'eau remplis de pesticides



MARIE ALLARD
EXCLUSIF

Une multitude de pesticides se retrouvent dans les cours d'eau des zones de culture maraîchère, selon une étude commune de l'Université Laval et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. La concentration de 15 pesticides est si élevée dans un ruisseau de la principale zone maraîchère du Québec qu'elle dépasse pour chacun d'eux les critères de qualité de l'eau, mettant en danger la vie aquatique.

Un insecticide – le chlorpyrifos – a été trouvé dans une concentration dépassant 628 fois le critère de toxicité aquatique chronique, révèle le rapport *Pesticides dans l'eau de surface d'une zone maraîchère*.

Ces résultats « nous ont ébranlés un peu, c'est certain », a dit hier à *La Presse* Isabelle Giroux, responsable du suivi des pesticides à la direction du suivi de l'état de l'environnement du Ministère. Et ils pourraient être obtenus ailleurs: « les cours d'eau qui ont la même proportion de cultures maraîchères pourraient présenter les mêmes problématiques, effectivement », a convenu l'experte.

Un insecticide – le chlorpyrifos – a été trouvé dans une concentration dépassant 628 fois le critère de toxicité

aquatique chronique, révèle le rapport *Pesticides dans l'eau de surface d'une zone maraîchère*, publié le 22 décembre dernier. Cette dose est mortelle pour les poissons et invertébrés aquatiques à la base de la chaîne alimentaire.

Trente-six pesticides trouvés

C'est le ruisseau Gibeault-Delisle, situé dans le bassin de la rivière Châteauguay, qui a été échantillonné de 2005 à 2007. Un choix justifié: ce ruisseau est au cœur des « terres noires », une zone agricole où l'on trouve une grande partie de la culture maraîchère québécoise. Pommes de terre, oignons, carottes et laitues y poussent. Plus de 75 % des superficies de production de légumes frais du Québec se trouvent en Montérégie.

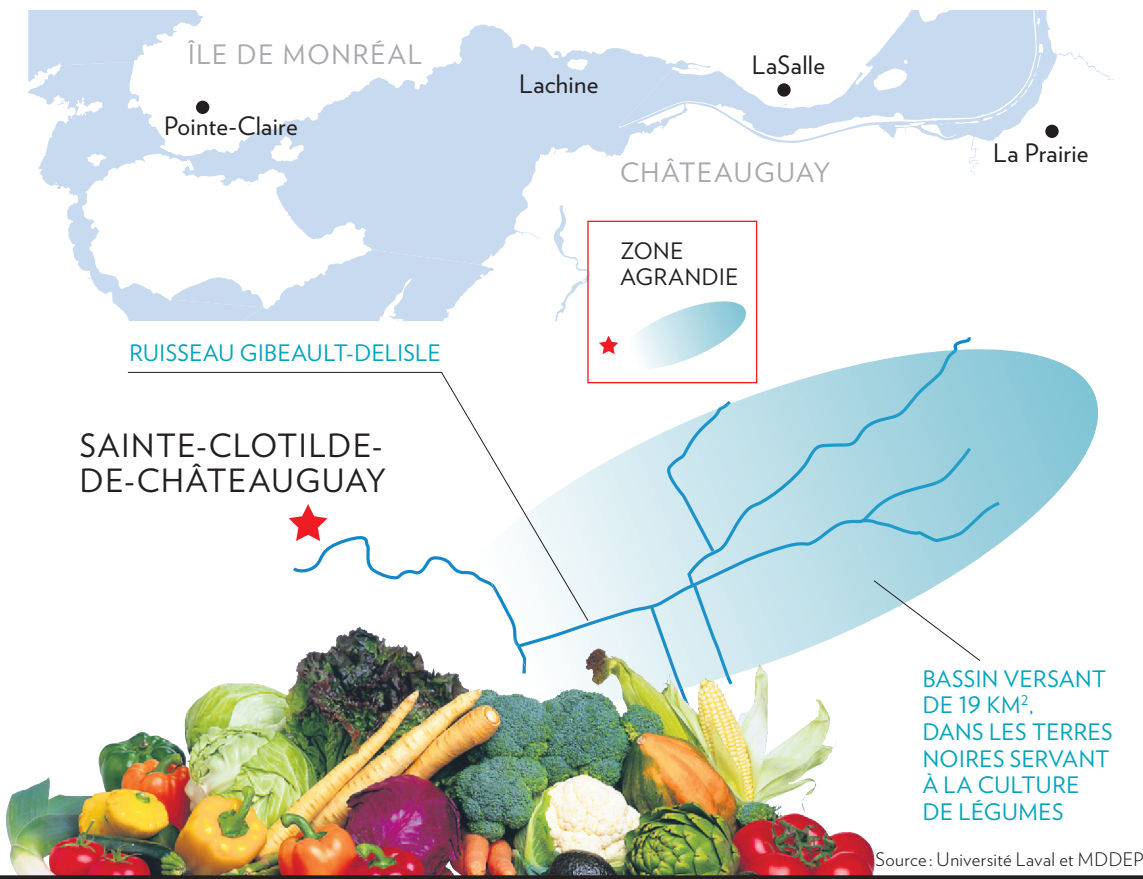
Mauvaise surprise: 36 pesticides et produits de dégradation de pesticides ont été détectés dans le ruisseau. « Les concentrations mesurées sont souvent élevées », précise l'étude. En fait, l'ensemble des 83 échantillons prélevés au ruisseau Gibeault-Delisle contient un ou plusieurs pesticides excédant les critères de qualité de l'eau, une situation jugée « préoccupante ». Du jamais vu depuis que le Ministère a commencé à surveiller, en 1992, les pesticides dans l'eau des milieux agricoles, s'attardant auparavant à la culture de céréales.

En comparaison avec la culture du maïs ou du soya, le secteur maraîcher utilise « de grandes quantités de pesticides par hectare », selon le rapport. Jusqu'à 20 applications par an peuvent se faire.

Doses mortelles pour les poissons

Résultat: 14 herbicides ont été trouvés, dont le diméthénamide dans 95 % des échantillons. Treize insecticides ont aussi été notés, dont le chlorpyrifos dans tous les échantillons, toujours en dose

ZONE MARAÎCHÈRE DU RUISSEAU GIBEAULT-DELSISLE



Un total de 36 pesticides ou produits de dégradation de pesticides ont été décelés dans le ruisseau Gibeault-Delisle, au cœur de la principale zone maraîchère du Québec. La culture de légumes occupe 38 % de la superficie totale du bassin versant de ce ruisseau, contre 25 % pour celle du maïs. D'autres « cours d'eau qui ont la même proportion de cultures maraîchères pourraient présenter les mêmes problématiques », selon Isabelle Giroux, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

dépassant le critère de vie aquatique aigu, au-delà duquel la mort des espèces aquatiques est prévisible. Deux fongicides ont également été décelés.

« Les communautés aquatiques de ce ruisseau sont sans aucun doute affectées par ce mélange de divers pesticides à des concentrations élevées », souligne le rapport.

Pas d'impact sur les légumes produits

Aucune prise d'eau potable ne se trouve dans ce ruisseau, ni dans les cours d'eau en aval, a précisé Hélène Simard,

porte-parole du Ministère. Le ruisseau n'est pas utilisé pour irriguer les cultures non plus.

Doit-on craindre pour l'innocuité des aliments produits? « Ça nous a inquiétés, a répondu M^{me} Giroux. On a fait des vérifications avec le MAPAQ (ministère de l'Agriculture) et au niveau des résidus de pesticides dans les produits récoltés, il n'y a pas de problème. Le principal problème est un risque pour le secteur aquatique. »

Les résultats ont été présentés aux producteurs marai-

chers « pour les sensibiliser à la situation », a indiqué M^{me} Giroux. Des actions pour limiter l'usage des pesticides leur ont aussi été suggérées.

Pourtant, André Plante, directeur général de l'Association des jardiniers maraîchers du Québec, a dit hier ne pas avoir eu connaissance du rapport. « Mais c'est sûr qu'on est très préoccupé par les pesticides, a-t-il assuré. On ne veut surtout pas qu'il y ait une mauvaise perception des consommateurs: on essaie toujours d'en utiliser le moins possible. »

La température moyenne au Canada a grimpé de 1,4 °C en 60 ans

DAPHNÉ CAMERON

Une autre étude vient confirmer le phénomène du réchauffement climatique, cette fois sur le territoire canadien. Selon la dernière recension publiée hier par Statistique Canada, la moyenne des températures annuelles au pays a augmenté de 1,4 °C au cours des 60 dernières années.

Le réchauffement des températures a toutefois varié selon les régions. Dans le Grand Nord, au Yukon et dans les montagnes du nord de la Colombie-Britannique, la température moyenne a augmenté au total de 2,2 °C depuis 1948. Dans la région de l'Atlantique, la hausse n'a été que de 0,5 °C.

À titre de comparaison, un rapport récent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat évaluait que le mercure avait grimpé en moyenne de 0,74 °C entre 1906 et 2006 sur l'ensemble de la planète.

de la planète. Par ailleurs, les régions arctiques et nordiques voient des changements trois ou quatre fois plus rapides que les autres régions du globe », explique Alain Bourque, climatologue et directeur de la programmation des impacts

Rien de surprenant

Selon cet expert, il n'y a pas de « surprise scientifique » dans les données publiées hier par Statistique Canada. « C'est une autre étude qui tend à confirmer ce que l'on savait déjà, mais le tout avec un

Canada révèle également que la hausse des températures a été plus importante en hiver et au printemps qu'en été ou en automne.

« Souvent, la hausse de la température moyenne sonne comme une bonne nouvelle pour le Québécois moyen, souligne Alain Bourque. Mais le problème, c'est que les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents lorsque la moyenne change.

« Par exemple, cela fait en sorte que les grandes canicules que l'on ne voyait pas vraiment avant se mettent à devenir plus fréquentes. Les pluies orageuses, celles qui causent des inondations importantes surviennent plus souvent. La même chose est vraie avec les incendies de forêt ou les épidémies dans le secteur agricole qui ne surviennent pas en raison de notre climat plus frais. C'est là où ça devient trompeur. »

« La hausse de la température moyenne sonne comme une bonne nouvelle pour le Québécois moyen, mais le problème, c'est que les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents lorsque la moyenne change. » — le climatologue Alain Bourque

« Le Canada étant un pays nordique, on a tendance à avoir un réchauffement deux fois plus rapide que le reste

et adaptation au consortium Ouranos, qui s'intéresse de près à la question des changements climatiques.

niveau de détails toujours plus varié », a-t-il expliqué.

L'analyse des données compilées par Statistique



Pénélope McQuade et Guy Jodoin ont-ils l'esprit scientifique ?

CE SOIR 19 h
■ GÉNIAL!

DERNIÈRE DE LA SAISON

telequebec.tv

AVEC STÉPHANE BELLAVANCE ET MARTIN CARLI

COMMENT SURVIVRE À UN BAIN D'EAU BOUILLANTE ET DES FLAMMES ? COMBIEN DE TEMPS UNE MÈCHE DE CHEVEUX PEUT-ELLE SOUTENIR UNE VOITURE DE 1 200 KILOS ?



Télé-Québec

L'AUTRE TÉLÉ

VERS DES ÉLECTIONS

À moins d'un revirement de dernière minute

Harper chez le gouverneur général samedi

HUGO DE GRANDPRÉ ET
JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les heures du gouvernement minoritaire de Stephen Harper sont comptées. À moins d'un revirement de taille, le premier ministre se rendra chez le gouverneur général David Johnston samedi, 24 heures après la chute de son gouvernement à la Chambre des communes, pour demander la dissolution du Parlement et la tenue d'élections générales le 2 mai.

Le Parti libéral a annoncé hier qu'il profitera de la journée de l'opposition qui lui revient demain pour déposer une motion de censure envers le gouvernement Harper pour l'outrage qu'il a commis en refusant de préciser les coûts de ses réformes de justice criminelle. Le NPD et le Bloc québécois ont confirmé qu'ils appuieront cette motion, ce qui scelle le sort du gouvernement conservateur.

Résultat: les députés n'auront même pas l'occasion de voter sur le contenu du budget déposé mardi par le ministre des Finances Jim Flaherty, la motion de censure des libéraux mettant fin au règne des conservateurs étant la première à être mise aux voix demain après-midi.

Stephen Harper a lancé une ultime invitation hier aux partis de l'opposition pour qu'ils reviennent sur leur décision de rejeter le budget, estimant qu'il s'agit d'un plan qui reprend plusieurs de leurs suggestions et que les Canadiens ne veulent pas d'élections générales alors que l'économie doit être la priorité de tous les élus à Ottawa. Cette invitation a été rapidement écartée.

«Malgré leur déclaration, les partis de l'opposition ont encore la possibilité de faire passer les intérêts des Canadiens en premier. Il n'est pas trop tard pour eux de reculer, de penser



Stephen Harper a lancé une invitation hier aux partis de l'opposition pour qu'ils reviennent sur leur décision de rejeter le budget, estimant qu'il s'agit d'un plan qui reprend plusieurs de leurs suggestions.

à la fragile reprise économique et d'écouter les appuis de nombreuses organisations et de la population canadienne pour ces mesures. Je les encourage à mettre les intérêts des Canadiens en premier et nous aider à mener à bien la reprise économique du Canada pour protéger la sécurité financière des Canadiens et de leurs familles, pour leurs

partis) n'aient pas pris le temps de lire le budget avant de sauter aux conclusions. Notre économie n'est pas un jeu politique. La reprise mondiale demeure fragile. Comparativement à d'autres pays, la reprise économique du Canada est forte, mais il n'est pas du tout sûr qu'elle va se poursuivre», a dit le premier ministre.

Parti libéral et le Bloc québécois eurent annoncé qu'ils voteraient contre le budget. Les Canadiens seront convoqués aux urnes pour la quatrième fois en sept ans.

«Nous n'avons pas confiance ni dans la politique économique du gouvernement ni dans son manque de respect envers la démocratie», a déclaré Michael Ignatieff.

«Je suis déçu que les autres partis n'aient pas pris le temps de lire le budget avant de sauter aux conclusions. Notre économie n'est pas un jeu politique. La reprise mondiale demeure fragile.» — Stephen Harper, premier ministre du Canada

emplois, pour leurs régions», a affirmé le premier ministre en conférence de presse.

Menaces sur l'économie

M. Harper a soutenu que bien des menaces planent toujours sur l'économie canadienne, citant en exemple le tumulte au Moyen-Orient, le désastre au Japon, la dette européenne, les difficultés qu'éprouvent encore les États-Unis, entre autres choses.

«Je suis déçu qu'ils (les autres

Réagissant immédiatement, le chef libéral Michael Ignatieff, le néo-démocrate Jack Layton et le chef bloquiste Gilles Duceppe ont tour à tour rejeté les arguments du premier ministre. D'autant plus que M. Harper a affirmé que le budget qu'il a déposé n'est pas négociable.

Le rouleau compresseur électoral est donc définitivement en marche depuis mardi après-midi, après que le NPD, le

Il a qualifié de «ridicules» les propos de Stephen Harper voulant qu'il soit dangereux pour l'économie de tenir des élections en temps de reprise économique.

«Nous sommes une société démocratique qui est arrivée à un moment de choix», a-t-il insisté.

Layton ouvert aux négociations

Pour sa part, Jack Layton

s'est dit toujours ouvert à reprendre les négociations avec le gouvernement pour amender son budget, même si ce dernier a affirmé qu'il s'agissait d'une offre finale.

«Je pense que c'est possible», a dit M. Layton, rappelant qu'il était parvenu à négocier une telle entente de dernière minute avec le premier ministre libéral Paul Martin, en 2005.

Il a toutefois ajouté qu'il avait peu d'espoir qu'il réussisse l'exploit une nouvelle fois. «Malheureusement, on a un premier ministre qui ne veut pas travailler avec les autres», a-t-il déploré.

M. Layton a indiqué qu'il voterait en faveur de la motion du Parti libéral, demain, s'il n'arrivait pas à s'entendre avec le gouvernement d'ici là.

M. Layton a par ailleurs été questionné sur son état de santé. Au cours de la dernière année, il a dû combattre le cancer et se remet actuellement d'une récente opération à la hanche.

«Je travaille avec mes médecins sur une base continue comme plusieurs personnes qui ont le cancer et ils sont contents de la manière dont les choses vont», a-t-il dit.

Déterminé à mettre fin au règne des conservateurs, Gilles Duceppe, a soutenu que ses troupes appuieront sans remords la motion de censure des libéraux compte tenu des scandales qui ont élaboussé le gouvernement Harper et le budget qu'il a présenté.

«Le Bloc n'a d'autre choix que de voter contre le gouvernement à la prochaine occasion», a-t-il dit, notant entre autres que dans son budget, Ottawa n'avait pas mis d'argent de côté pour l'harmonisation de la taxe de vente du Québec avec la TPS canadienne. Québec réclame une compensation de 2,2 milliards de dollars.

LE GRAND MÉNAGE

Évènement service printanier

Les techniciens Ford reçoivent une formation du fabricant. Ils savent ce dont votre Ford a besoin.

PLAQUETTES ET SEGMENTS DE FREINS MOTORCRAFT®

Ce pourrait bien être la dernière fois que vous ayez à acheter des plaquettes ou des segments de freins Motorcraft®†!

25\$³

DE RABAIS

Le service comprend :

- ✓ Remplacement des plaquettes ou des segments de freins avant ou arrière⁹
- ✓ Inspection des disques et du circuit hydraulique
- ✓ Entretien des étriers, des bagues et des coulisseaux

✓ REMPLISSAGE DU LIQUIDE DE FREIN AU BESOIN

Le plan de protection Ford¹ garantit le remplacement des plaquettes et segments de freins, même en cas d'usure normale, tant et aussi longtemps que vous posséderez votre véhicule.

MÉGA FORFAIT ÉCONO-CARBURANT*

Grâce à ce forfait, combiné à un entretien régulier, vous pourriez économiser jusqu'à 350² \$ par année en carburant.

POUR SEULEMENT

59⁹⁹\$[†]

POUR UNE DURÉE LIMITÉE, OBTENEZ DES BALAIS D'ESSUIE-GLACES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE MOTORCRAFT® INSTALLÉS POUR AUSSI PEU QUE 15,99 \$ LE BALAI À L'ACHAT DU MÉGA FORFAIT ÉCONO-CARBURANT.

PNEUS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

Personne ne vend à meilleur prix¹!

A PARTIR DE

89⁹⁹\$

le pneu

Pneu de 15 po pour certains modèles Ford Focus de 2000 à 2011.

Besoin d'aide avec votre GRAND MÉNAGE ? Confiez-nous l'entreposage de vos pneus d'hiver. À partir de 15 \$ par pneu de voiture ou 20 \$ par pneu de camionnette par saison². Offert chez les concessionnaires participants.

Profitez de n'importe laquelle des offres annoncées et vous recevrez un coupon électronique d'une valeur de 10 \$ échangeable au moment de votre prochain entretien⁴.

C'EST LE TEMPS DU GRAND MÉNAGE. Profitez de ces offres printanières de Ford.

Faites confiance aux experts qui connaissent votre véhicule Ford de fond en comble : les techniciens certifiés de Ford.

Pour obtenir plus de détails, consultez votre conseiller technique ou notre site Web.

Montez à bord.

ford.ca

Toutes les offres se terminent le 2 mai 2011. Consultez votre conseiller technique pour tous les détails. Les taxes applicables et droits provinciaux exigibles sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à moindre prix. ¹ Cette offre ne s'applique qu'aux véhicules à roues arrière simples. ² Ce montant est établi pour une Ford Fusion dotée d'un moteur V6 et d'une boîte automatique, dont la cote de consommation mixte en ville et sur route est de 10 L/100 km (après mise au point), selon un kilométrage annuel de 24 000 km et un coût de 1,02 \$ le litre d'essence. La réduction de la consommation de carburant et le taux de réduction des émissions dépendent du modèle, de l'année-modèle et de l'état du véhicule. ³ Les plaquettes ou segments de freins de secours sont exclus. L'usure ou le remplacement des disques et tambours peut être effectué moyennant des frais supplémentaires. ⁴ Le Plan de protection Ford n'est offert que pour les voitures et camionnettes non commerciales. En cas de défaillance d'une pièce admissible Motorcraft® Ford ou approuvée par Ford résultant d'un défaut de matériau ou de fabrication, d'usure ou de corrosion, elle sera remplacée sans frais, tant et aussi longtemps que l'acheteur initial de ladite pièce possède le véhicule sur lequel elle a été installée. La main-d'œuvre est couverte pendant les 12 premiers mois ou 20 000 km (selon la première éventualité) à partir de la date d'installation. Les plaquettes de freins de secours ne sont pas admissibles selon les conditions de ce plan de protection. Pour obtenir tous les détails et pour en savoir plus sur les restrictions, consultez votre conseiller technique. ⁵ Pour pouvoir bénéficier d'un prix annoncé par un concurrent, vous devez acheter et faire installer vos pneus chez un concessionnaire Ford participant. Offre en vigueur chez les concessionnaires Ford participants uniquement. Cette offre se limite au coût des pneus et exclut la main-d'œuvre, les tiges de soupapes, l'installation, l'équilibrage, l'élimination et les taxes. Le prix annoncé par un concurrent doit figurer dans une annonce imprimée moins de 30 jours avant le solde et les pneus doivent être de la même marque et avoir les mêmes caractéristiques (flanc, cote de vitesse et charge maximale) que celles indiquées dans l'annonce du concurrent. Les prix annoncés par les concurrents n'incluent pas ceux qui sont annoncés dans eBay, ni ceux offerts par les grossistes et cybercommerçants de pneus, dans le cadre de commandes spéciales ou à l'occasion de fermetures ou de liquidations pour abandon de produit ou autres raisons. Cette offre peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Consultez votre conseiller technique pour tous les détails. ⁶ La durée de l'entreposage est à l'entière discrétion du concessionnaire, jusqu'à concurrence d'une année. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre. ⁷ 25 \$ de rabais sur le prix de vente courant du concessionnaire. Ne comprend pas les plaquettes ou segments de freins de secours. Rectification ou remplacement des disques et tambours moyennant un coût additionnel. ⁸ La valeur du coupon peut être affectée uniquement à un achat ultérieur de services, quels qu'ils soient. La valeur du coupon ne peut être déduite d'achats antérieurs. Valeur du coupon établie en devises canadiennes. Les taxes sont payables avant la déduction du coupon de 10 \$. D'autres restrictions peuvent s'appliquer, renseignez-vous auprès de votre conseiller technique.

VERS DES ÉLECTIONS

Le spectre de la coalition rapplique

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Avant même le déclenchement des élections, le spectre de la coalition revient hanter le Parti libéral de Michael Ignatieff et s’imisce comme un des thèmes incontournables de la prochaine campagne électorale.

En conférence de presse, hier, le chef du NPD, Jack Layton, et celui du Bloc québécois, Gilles Duceppe, ont tous les deux laissé une porte ouverte à la formation – ou à l’appui – d’une coalition de partis de l’opposition, advenant que le Parti conservateur de Stephen Harper soit reconduit au pouvoir sans obtenir une majorité de sièges.

Le chef libéral, Michael Ignatieff, est resté plus vague, se contentant de répondre qu’il visait à former un gouvernement libéral qui serait une solution de rechange à l’actuel gouvernement conservateur.

« À l’issue des élections qui s’en viennent, il y a une porte bleue et une porte rouge. Derrière la porte bleue, vous avez des prisons et des avions militaires, des baisses d’impôt pour les entreprises et de pâles imitations de vraies mesures, a dit M. Ignatieff. Vous prenez la porte rouge et vous obtenez de la compassion, un gouvernement fiscalement responsable et qui met l’emphase sans relâche sur les priorités des familles canadiennes. »

Coalition en 2008

En novembre 2008, à peine quelques semaines après le dernier scrutin, une mise à jour économique du gouvernement conservateur avait soulevé la colère des partis de l’opposition à un point tel qu’en quelques jours, le Parti libéral, alors dirigé par Stéphane Dion, formait une coalition avec le NPD de Jack Layton, avec l’appui du Bloc québécois de Gilles Duceppe pour assurer sa survie pendant au moins 18 mois.

Peu de temps après son arrivée à la tête des libéraux, Michael Ignatieff avait rejeté l’idée, mais les troupes conservatrices continuent de marteler que le choix des électeurs au prochain scrutin sera entre un gouvernement conservateur majoritaire et une coalition des libéraux avec les « socialistes » et les « séparatistes ».

À la période de questions, hier, le leader du gouvernement en Chambre, John Baird, a repris l’argument, jugeant qu’il s’agissait d’une « priorité » du chef libéral de conclure une entente avec le Bloc et le NPD.

« C’est le chef du Parti libéral qui démontre du mépris pour les électeurs canadiens », a souligné M. Baird, répondant à une question sur le rapport du comité des procédures qui concluait que le gouvernement devrait être trouvé coupable d’outrage au Parlement.

« M. Ignatieff rejette le principe fondamental en démocratie qui veut que la personne qui reçoit le plus de votes gagne les élections, a ajouté M. Baird. Il veut faire un gouvernement de coalition avec le Bloc québécois et le NPD et c’est mépriser complètement la population. »

Nouvelle publicité

Les conservateurs ont d’ailleurs lancé une nouvelle publicité, en anglais seulement, où se retrouvent côte à côte les photos de M. Ignatieff, M. Duceppe et M. Layton.

« En cette période d’incertitude économique, Michael Ignatieff, appuyé par le NPD et le Bloc québécois, veut défaire le budget et forcer des élections », soutient le message.

En conférence de presse, M. Layton et M. Duceppe ont tour à tour insisté sur le fait que la première personne à leur avoir proposé, aux deux, de former un gouvernement de coalition était Stephen Harper lui-même, en 2004, dans l’éventualité où le gouvernement minoritaire libéral de Paul Martin serait renversé.

Pour le Bloc québécois, il n’est toutefois pas question de faire partie d’une coalition, mais plutôt d’en appuyer une, « si c’est dans l’intérêt des Québécois », a répété M. Duceppe, hier.

En février dernier, en conseil général élargi, le Bloc a adopté une motion stipulant que « sans majorité parlementaire », le parti se réservait la possibilité « de soutenir une coalition de partis politiques, et ce, dans la mesure où le respect des valeurs québécoises est garanti ».



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Pour le Bloc québécois, il n’est pas question de faire partie d’une coalition, mais plutôt d’en appuyer une, « si c’est dans l’intérêt des Québécois », a répété Gilles Duceppe, hier.

DERNIER WEEK-END

FRAISEUSE À LAMES. CORDEAU. MÉGOHMMÈTRE. MÉPOURQUOI ?

N°1 DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Trouvez des conseils et des idées DU 18 AU 27 MARS PLACE BONAVENTURE

Concept PolygHome

URBAIN, UNIQUE ET ÉCOLOGIQUE



Tombez sous le charme de cette magnifique demeure, meublée par Maison Éthier, qui allie confort et respect de l’environnement. La maison PolygHome, un concept d’architecture bioclimatique qui tire parti au maximum du climat, vous séduira entre autres par sa luminosité naturelle et son optimisation de l’espace. De plus, elle est aussi charmante dehors qu’en dedans grâce à toute l’équipe d’Aménagement Denis & Fils qui a créé un espace extérieur urbain et enchanteur. À ne pas manquer!

Design Clinique présentée par Peinture MICCA

CONSEILS MINUTE

Rencontrez des professionnels de la construction/ rénovation, du design et de l’architecture et profitez de leurs conseils. Ils pourront vous guider en quelques minutes sur les étapes à suivre pour la réalisation de vos projets. N’oubliez pas d’apporter vos plans!

Pavillon de la Maison Neuve

UNE FOULE D’EXPERTS SOUS LE MÊME TOIT!

Vous songez à faire l’achat d’une maison neuve? Profitez de cette occasion unique! Un pavillon regroupant une vingtaine de constructeurs et d’entrepreneurs de maisons neuves, tous recommandés par la Garantie des maisons neuves de l’APCHQ. Une façon simplifiée de trouver des réponses à vos questions!

Vitrine des nouveautés

VITRINE DES NOUVEAUTÉS

Découvrez tout ce qui retiendra l’attention en 2011! Présentée par la Banque Laurentienne et le magazine *Les idées de ma maison*, la vitrine des nouveautés regroupe les coups de cœur du jury: nouveaux produits, concepts et services, tout ce qui teintera désormais votre quotidien!

Le Marquis Concept

DE LA NOUVEAUTÉ DANS L’USINÉ!



Faites le tour de cette maison usinée «nouveau genre» proposée par Le Marquis Concept, une jeune entreprise de Val-d’Or. Une architecture épurée, de style contemporain, caractérisée par ses espaces ouverts et lumineux, admirablement décorée et meublée par JC Perreault. Un incontournable!

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS!

*Tous les détails à salonnationalhabitation.com



JEAN AIROLDI
DESIGNER, PORTE-PAROLE

RE/MAX

PRÉSENTE

SALON NATIONAL DE L’HABITATION

ACHETEZ EN LIGNE ET ÉCONOMISEZ 3\$

Une gracieuseté de Sears

LA PRESSE

Les idées de ma maison

Concept PolygHome

peinture MICCA inc.

MAISON ÉTHIER

AMÉNAGEMENT DENIS

BANQUE LAURENTIENNE

TOYOTA

VERS DES ÉLECTIONS

Mythes et clichés électoraux



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Curieuse situation que celle où nous nous retrouvons ces jours-ci à Ottawa: en termes médicaux, le gouvernement Harper est cliniquement mort, mais personne ne sait quand et qui le débranchera.

En attendant que la procédure finisse de venir à bout du gouvernement Harper, ce qui devrait se produire demain après-midi, cela nous donne l'occasion de nous préparer psychologiquement à une quatrième campagne électorale en sept ans.

Bon moment pour déboulonner quelques mythes et clichés tenaces en matière électorale.

1- Le prix des élections

C'est épouvantable, peut-on lire et entendre un peu partout depuis quelques jours (et chaque fois qu'il est question d'élections), l'organisation et la tenue d'élections générales coûtent 300 millions. Donc, nous dépenserons ENCORE 300 millions de fonds publics pour un scrutin qui risque, en plus, de produire le même résultat aux Communes.

Argument oiseux s'il en est un.

D'abord, 300 millions, ça représente tout juste un peu plus de 0,1 % du budget annuel total du gouvernement fédéral. Rien pour conduire le pays à la faillite. Si on n'a plus les moyens au Canada de se payer des élections aux 30 mois, eh bien! abolissons les élections.

Un peu partout sur la planète, des citoyens se font trucider par leur propre gouvernement parce qu'ils osent exiger la démocratie.

Nous, on trouve que c'est un luxe coûteux.

Et ennuyeux. Ensuite, pour la cohérence, on repassera, braves gens.

Combien de milliards a-t-on dépensé en Afghanistan et, surtout, combien de vies y a-t-on sacrifiées dans le but, c'est ce que nous dit le gouvernement, d'y instaurer la démocratie?

Un peu partout sur la planète, des citoyens se font trucider par leur propre gouvernement ou enlever, torturer et injustement emprisonner parce qu'ils osent exiger la démocratie. Nous, on

trouve que c'est un luxe coûteux. Et ennuyeux, puisqu'il nous force à faire l'effort de tracer un petit x sur un bout de papier une fois tous les 18, 24, 48 mois.

Ensuite, pour la cohérence, on repassera, braves gens.

Nous avons des élections plus souvent depuis sept ans parce que NOUS élisons des gouvernements minoritaires. Or tous les sondages démontrent que les électeurs aiment les gouvernements minoritaires.

Une forte proportion d'électeurs québécois voteront de nouveau pour le Bloc aux prochaines élections dans le but premier d'empêcher les

À entendre les commentaires de certains, on voudrait élire un gouvernement minoritaire... mais pour la durée d'un mandat normal.

Et les mêmes gens reprochent à Stephen Harper de «gouverner comme s'il était majoritaire»...

2 - Il n'y aura pas de bataille électorale au Québec

Vrai, le principal champ de bataille sera en Ontario, là où le potentiel de croissance est le plus grand pour les conservateurs.

Ce qui ne veut pas dire que vous pouvez oublier le Québec.

Il ne manque que 12 sièges à Stephen Harper pour obtenir sa majorité. Chaque siège perdu au Québec (parmi les 11 qu'il détient) doit être repris ailleurs. Et plus, pour reprendre l'avantage numérique.

Si nous devions nous retrouver, au lendemain des élections, avec un Harper-majoritaire, ce sera vraisemblablement parce les conservateurs auront sauvé les meubles au Québec. À l'inverse, s'ils perdent quatre, cinq ou six sièges au Québec, la majorité risque de leur filer entre les doigts.

De plus, une percée dans l'ouest de Montréal (Larry Smith dans Lac-Saint-Louis) serait aussi importante pour les conservateurs que la victoire de Thomas Mulcair du NPD dans Outremont en 2007.

3 - Les publicités négatives ne fonctionnent pas

Faux. On n'aime pas, d'emblée,

les publicités négatives, mais si elles sont bien faites, elles sont efficaces.

Les conservateurs ont esquiné le leadership de Stéphane Dion en 2007-08 et ils ont fait mal à Michael Ignatieff depuis deux ans.

Les pubs négatives visent deux objectifs: unir et mobiliser sa base et semer le doute chez les indécis.

Bien sûr, elles sont salissantes, mais si elles ne fonctionnaient pas, pensez-vous que les partis politiques dépenseraient autant d'argent pour en diffuser?

4 - Il y a trop de sondages

Les sondages sont comme ces photos aériennes post-tsunami ou post-tremblement de terre.

C'est un état des lieux, pas la cause du désastre.

J'entends souvent dire qu'il y a trop de sondages et que ceux-ci influencent les électeurs.

Si c'est vrai, cela en dit plus long sur la paresse intellectuelle de certains électeurs que sur le pouvoir de persuasion de quelques colonnes de chiffres publiées sporadiquement par les médias.

5 - Payer le prix du déclenchement des élections

Autre thème à la mode à la veille du déclenchement d'une campagne: le parti qui provoque des élections risque d'en payer le prix.

Question: qui a provoqué les dernières élections, en 2008?

Le premier ministre Stephen Harper lui-même, lui qui avait pourtant promis de ne pas le faire et qui avait même fait adopter une loi pour des élections à date fixe. Il a été réélu, avec plus de sièges que lors des élections précédentes.

Et en 2005?

Les trois partis de l'opposition (PC, Bloc et NPD). Les conservateurs ont pris le pouvoir, le Bloc n'a perdu que 3 sièges et le NPD en a pris 10.

Une campagne électorale de 35 jours, c'est court sur le calendrier, mais sur le terrain, c'est beaucoup plus long.

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

Gisement pétrolier Old Harry

Québec et Ottawa s'entendent

LA PRESSE CANADIENNE

Après 12 ans d'attente, un accord historique permettant au Québec de retirer des redevances sur le gisement pétrolier Old Harry est conclu avec Ottawa.

Ces ressources pétrolières situées à 80 kilomètres des Îles-de-la-Madeleine pourraient rapporter des milliards au Québec.

Le ministre fédéral des Ressources naturelles Christian Paradis et son homologue québécoise, Nathalie Normandeau, vont signer officiellement l'entente aujourd'hui, a appris La Presse Canadienne, de sources gouvernementales fédérales.

Selon les informations obtenues, l'entente prévoit que Québec retirerait une somme «équivalente à 100 % des redevances» provenant des activités pétrolières et gazières dans le golfe du Saint-Laurent.

L'accord prévoit par ailleurs une gestion partagée entre la province et le fédéral des ressources du golfe du Saint-Laurent, là où se situe l'important gisement Old Harry, qui chevauche la frontière entre le Québec et Terre-Neuve.

Le gouvernement provincial tentait depuis une dizaine d'années de conclure une entente similaire à celle que Terre-Neuve a obtenue, afin de recevoir la totalité des redevances.

L'Assemblée nationale avait même adopté une motion unanime en octobre pour demander à Ottawa d'empêcher Terre-Neuve d'exploiter le gisement avant que Québec n'ait conclu pareille entente. On craignait que Terre-Neuve ne siphonne tout le pétrole avant même que Québec puisse y avoir accès.

JUSQU'AU 27 MARS 2011

DERNIÈRE CHANCE
C'EST LA GRANDE LIQUIDATION D'HIVER!

JUSQU'À 50% DE RABAIS SUR LES RAQUETTES, BOTTES ET VÊTEMENTS D'HIVER

DE PLUS,
ON PAIE LES TAXES*
MÊME SUR LES ARTICLES DÉJÀ À PRIX RÉDUIT!

BELOIL - BROSSARD - LAVAL - OTTAWA - QUÉBEC

SAIL

LA PLUS GRANDE DESTINATION PLEIN AIR

* SAIL accorde un rabais qui équivaut aux deux taxes (TPS et TVQ) sur la marchandise seulement. Non applicable sur les munitions, permis et cartes-cadeaux. Détails en magasin. En vigueur jusqu'au 27 mars 2011.

Nomination de Tom Pentefountas au CRTC

Une candidature portée par le sénateur Housakos

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — C’est le sénateur Léo Housakos lui-même qui a présenté la candidature de Tom Pentefountas au gouvernement pour le poste de vice-président du CRCT. M. Pentefountas a fait cette révélation hier lors de son témoignage au comité parlementaire du patrimoine, chargé d’étudier la nomination qualifiée de purement partisane par les partis de l’opposition. L’ancien président de l’ADQ, dont sont issus le sénateur Housakos et le directeur des communications du premier ministre

Stephen Harper, Dimitri Soudas, a ajouté qu’il magasinait à l’époque pour d’autres nominations gouvernementales. «J’ai été contacté par un ami que vous connaissez, a-t-il expliqué. J’avais déjà fait application pour un autre poste. Et quand cette position-là a été ouverte, il m’a joint et j’ai très certainement exprimé mon désir de faire partie du concours.» Questionné pour savoir s’il avait lui-même déposé son CV, celui dont le mandat commence le 4 avril a répondu: «M. Housakos a appliqué. En d’autres termes, il a déposé le CV pour moi.»

Il a ajouté qu’il ignorait le moment exact où ce CV avait été déposé, mais que c’était vraisemblablement «au printemps 2010». Le processus de nomination annoncé dans la *Gazette officielle* en 2010 prenait fin le 28 juin. Des entrevues, dont celles de M. Pentefountas, se sont déroulées au mois d’août dans l’édifice abritant les bureaux du premier ministre Harper, à Ottawa. La nomination a été annoncée en février 2011. Le témoignage de M. Pentefountas a donné lieu à de nouvelles accusations de favoritisme de la part des par-

tis de l’opposition, hier. «Ça pue le patronage politique. Ils cherchaient quelque chose à lui donner. C’est grosso modo le message que nous avons entendu aujourd’hui», a dénoncé le député néo-démocrate Charlie Angus. Plusieurs personnes proches de M. Housakos ont bénéficié de nominations stratégiques et lucratives depuis son arrivée au Sénat: Jean-Martin Masse au conseil d’administration de VIA Rail, Claude Carignan au Sénat, Marcel Tremblay comme juge de la citoyenneté ou Gerry Weiner au conseil d’administration du Vieux-Port, entre autres.

Les partis de l’opposition et des membres de l’industrie s’inquiètent d’autant plus de cette nomination que M. Pentefountas, avocat criminaliste sans expérience de son nouveau domaine, sera appelé à se pencher sur plusieurs dossiers d’importance cette année, dont l’intégration verticale des médias comme le fait Quebecor, le renouvellement de la licence de CBC/Radio-Canada et l’acquisition de CTV par Bell. M. Pentefountas a fait valoir au comité que son regard frais sur des problèmes d’avenir et sa rigueur de juriste font de lui le bon candidat pour le poste.



HONDA

N'apportez pas de comptant.



CR-V LX 2011

27 980 \$

En location

0 \$
comptant

318 \$*
60 mois
Transport et préparation inclus

À l'achat

0 \$
comptant

368 \$**
84 mois
Transport et préparation inclus
Financement à 2,9% à l'achat

L'Association des concessionnaires Honda du Québec | hondaquebec.ca

*L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2 roues motrices 2011, neuf (modèle RC3H3BEV). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 27 980 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. ** Offre d'une durée limitée et sujette à l'approbation du crédit de Services Financiers Honda Inc. (SFHI). Un montant de 27 945,94 \$ au taux de crédit annuel de 2,9 % pour un terme de 84 mois représente 368 \$ par mois, des frais de crédit de 2 960,00 \$ pour une obligation totale de 30 912 \$. Aucun acompte requis. Le prix suggéré du véhicule inclut les frais de transport et la taxe sur le climatiseur. Les taxes et droits, assurances, immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

Ce serait une erreur d'assujettir les cégeps à la loi 101



Certains collègues de M. Curzi, notamment Sylvain Simard et Marie Malavoy, sont d'avis contraire, mais leur position n'a pas même franchi l'étape de l'atelier

Depuis 2005, le nombre d'élèves francophones dans les cégeps anglais a augmenté de 40 % tandis que le nombre d'allophones a reculé de 5 %. Dans le réseau français, le nombre d'allophones a augmenté de 21 %. La Fédération des cégeps s'oppose à l'élargissement de la loi 101 au collégial.

Thermador ★

ÉVEILLEZ LE CHEF EN VOUS

ACHETEZ DES APPAREILS THERMADOR
PARTICIPANTS ET OBTENEZ UNE REMISE
INSTANTANÉE POUVANT ATTEINDRE

2400 \$*

VEUILLEZ DEMANDER DES DÉTAILS À UN REPRÉSENTANT OU
VISITER LE WWW.THERMADOR.CA
OFFRE VALIDE DU 1^{ER} MARS AU 30 AVRIL 2011

350 \$

JUSQU'À
750 \$

200 \$

JUSQU'À
900 \$

250 \$

JUSQU'À
350 \$

250 \$

200 \$

Produits admissibles et montants de remise

Cafetières encastrées	200 \$
Réfrigérateur encastré	750 \$
Série Freedom (réfrigérateur, congélateur ou colonne pour les vins)	300 \$
Lave-vaisselle	200 \$
Cuisinière Pro Harmony/Pro Grand de 30 po	700 \$
Cuisinière Pro Harmony/Pro Grand de 36 po	800 \$
Cuisinière Pro Harmony/Pro Grand de 48 po	900 \$
Tables de cuisson Pro	300 \$

Tables de cuisson – à induction / au gaz / électriques	250 \$
Fours muraux – simples	250 \$
Fours muraux doubles ou combinés avec four à micro-ondes	350 \$
Four mural à vapeur et convection	250 \$
Tiroir-réchaud	200 \$
Modules de ventilation (ventilateurs et souffleurs de plus de 1100 \$)	350 \$
Fours à micro-ondes encastrés	200 \$

*La remise s'applique à l'achat de 5 appareils. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre Thermador. Achats chez les détaillants autorisés seulement. S'adresser au détaillant pour en savoir plus.
Offre uniquement valable au moment de l'achat.
Thermador est une marque déposée de BSH Home Appliances Corporation. TCAN003-24-97645-1

POLITIQUE

CAMPAGNE ÉLECTORALE FÉDÉRALE

Jean Charest se fera discret

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Pas de lettre revendicatrice, de liste d'épicerie ni de sortie vitriolique.

Le gouvernement Charest compte adopter un profil bas durant la campagne électorale fédérale qui débute vraisemblablement pendant la fin de semaine.

Le fédéralisme de correspondance a vécu: «La formule des lettres devient usée», a souligné hier le premier ministre Charest. Lors des précédentes campagnes, le gouvernement du Québec avait, dans de longues lettres adressées aux chefs des partis fédéraux, fait état de ses attentes dans de nombreux dossiers... en vain, la plupart du temps.

En 2008, Jean Charest et plusieurs ministres avaient publiquement critiqué les choix des conservateurs de Stephen Harper. Bomber le torse devant le fédéral faisait recette – M. Charest s'était lancé en campagne électorale quelques semaines plus tard. Cette fois, personne à Québec ne roulera les mécaniques: «On n'est pas des acteurs, dans cette campagne électorale, notre nom n'est pas sur le bulletin de vote», résume-t-on dans les officines à Québec. Les déclarations de M. Charest laissent prévoir, cette fois, plus de retenue.

Une prudence intéressée: Québec, semble-t-il, est sur le point de s'entendre avec Ottawa au sujet de la compensation de 2,2 milliards de dollars qu'il demande pour avoir harmonisé sa taxe de vente avec la TPS fédérale, au début des années 90. Il n'y avait rien dans le budget de mardi à ce sujet, mais M. Charest souligne que les ententes qu'Ottawa a conclues à ce sujet avec



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

À l'Assemblée nationale hier, la chef péquiste Pauline Marois a vigoureusement attaqué le gouvernement Charest pour son manque d'agressivité à l'endroit d'Ottawa. Ironisant, Jean Charest l'a dépeinte comme un nouveau porte-parole du Bloc québécois.

la Colombie-Britannique ou l'Alberta se sont bouclées en dehors des budgets fédéraux.

«Le travail continue et progresse. On veut que le dossier se règle. Avant, pendant ou après la campagne, il faut qu'il se règle comme il faut. On ne fera pas d'entente au rabais», a-t-il prévenu.

Bachand change de ton

À Québec, toutefois, on ne s'attend guère à ce qu'une annonce se fasse avant les prochaines élections – le gouvernement Harper ne voudra pas se faire accuser de se servir

des dossiers pour améliorer les chances du Parti conservateur, prédit-on.

Raymond Bachand s'est montré prudent, hier. Il avait la veille refusé de commenter le budget fédéral – un silence inusité pour un ministre des Finances du Québec. Dans une lettre récente, il a menacé d'intervenir lourdement durant la campagne pour obtenir ce dédommagement d'Ottawa. À l'entrée du caucus, hier, du bout des lèvres, il s'est dit satisfait du budget de mardi. Il a soutenu qu'il était toujours possible de s'entendre avec le gouvernement

Harper cette semaine. Le budget fédéral, a-t-il relevé, indique aussi que les transferts aux provinces ne seront pas réduits – ces transferts, qui totalisent 53 milliards cette année, atteindront 66 milliards dans cinq ans, une augmentation de 24%.

Des reproches du PQ

À l'Assemblée nationale, la chef péquiste Pauline Marois a vigoureusement attaqué le gouvernement Charest pour son manque d'agressivité à l'endroit d'Ottawa. Ironisant, Jean Charest l'a dépeinte comme un nouveau porte-

parole du Bloc québécois. Surtout, il a relevé que la chef péquiste n'avait pas posé une seule question sur le budget de Raymond Bachand, déposé il y a plus d'une semaine.

M^{me} Marois estime, elle, que le budget d'Ottawa met en relief l'attentisme de Jean Charest.

«Nous avons eu, une fois de plus, la démonstration que le Québec est complètement ignoré par le gouvernement conservateur. C'est un budget qui confirme que la priorité fédérale, elle va à l'Ontario, à l'Ouest canadien alors que le Québec est laissé de côté», a-t-elle soutenu.

«C'est encore non pour le Québec concernant les 2 milliards du dossier de l'harmonisation des taxes de vente. C'est encore non pour le Québec concernant les 5 autres milliards de contentieux financiers qui perdurent entre Québec et Ottawa. C'est encore non pour les travailleurs québécois de l'industrie de la forêt», a-t-elle relevé, à quoi elle a ajouté le refus d'Ottawa de financer l'amphithéâtre de Québec.

Selon le PQ, les décisions du gouvernement Harper privent le Québec de 7 milliards de dollars. Le gouvernement du Québec est forcé d'augmenter d'autant les impôts.

«Face à un budget aussi décevant pour le Québec, nous avons ici un gouvernement qui se fait le plus discret possible, qui tente de faire oublier une réalité qui pourtant saute aux yeux, a lancé M^{me} Marois. Les deux partis fédéralistes sont incapables de s'entendre dans l'intérêt du Québec.»

M. Charest a répliqué que, sous les gouvernements péquistes, les transferts fédéraux ont diminué et qu'ils ont crû depuis 2003, au moment du retour des libéraux aux affaires.

BOMBAY®

UNITÉS MURALES DE RANGEMENT à partir de 350 \$

CE WEEK-END SEULEMENT!

ECONOMISEZ 50% JUSQU'À

SUR TOUT POUR LE BUREAU MEUBLES ET ACCESSOIRES

ÉCONOMISEZ 600 \$

Bureau Richmond

Solde 699 \$ Cour. 1299 \$

ÉCONOMISEZ 350 \$

Fauteuil de bureau Stanton noisette

Solde 349 \$ Cour. 699 \$

ÉCONOMISEZ 700 \$

Bureau des Gouverneurs

Solde 799 \$ Cour. 1499 \$



Biron Dupuis Matthew Sauvé Despars Pronovost
Lussier Morin Biron Martinez Saucier
Sigouin Arpin Stuart Blouin Sung Boulet
Le Dupuis Dion

NOUS SOMMES NOMBREUX À CROIRE QUE REPRÉSENTER
DÉMOCRATIQUEMENT LE CHOIX DE MILLIONS DE MEMBRES
EST UNE OCCASION FORMIDABLE DE COOPÉRER POUR
ASSURER UNE PROSPÉRITÉ DURABLE.

5900 DIRIGEANTS
ÉLUS AU SERVICE DES MEMBRES

 **Desjardins**
Coopérer pour créer l'avenir



NOUS SOMMES NOMBREUX À CROIRE QU’AVOIR LE DROIT
DE CHOISIR DÉMOCRATIQUEMENT LES DIRIGEANTS DE NOTRE
CAISSE ET LA MANIÈRE DE GÉRER NOTRE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE EST UN GAGE DE PROSPÉRITÉ DURABLE.

PARTICIPEZ
À VOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
INFORMEZ-VOUS À VOTRE CAISSE
OU VISITEZ WWW.DESJARDINS.COM/TROUVERDATEAGA

 **Desjardins**
Coopérer pour créer l’avenir



Fuentes



NOUS SOMMES NOMBREUX À CROIRE QUE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE NOTRE SOCIÉTÉ EN RETOURNANT PRÈS DE 385 MILLIONS DE DOLLARS À NOS MEMBRES ET AUX COLLECTIVITÉS, EN SOUTIEN À DES INITIATIVES DANS DES SECTEURS TELS QUE L'ÉDUCATION, LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT, EST UNE PREUVE INDÉNIABLE QUE LA COOPÉRATION EST UN GAGE DE PROSPÉRITÉ DURABLE QUI PROFITE À TOUS.

385 MILLIONS \$

EN RETOUR AUX MEMBRES ET AUX COLLECTIVITÉS
ET UN PATRIMOINE COLLECTIF DE 13 MILLIARDS \$



Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

ACTUALITÉS

Hamad privilégie maintenant un nouveau pont Champlain

Le ministre corrige le tir après avoir été critiqué par plusieurs maires de la Rive-Sud

TOMMY CHOUINARD
ET BRUNO BISSON

Construire un nouveau pont? Un tunnel? Rénover de fond en comble l'actuel pont Champlain? Le ministre québécois des Transports, Sam Hamad, penche pour la première de ces trois options. Mais il refuse pour l'instant d'en faire la position officielle du gouvernement et de réclamer dès maintenant la construction d'un pont à Ottawa.

« C'est sûr que la solution la plus facile ou la plus faisable, c'est un pont neuf. Mais avant de prendre la décision définitive, il faut vraiment s'assurer d'avoir tous les éléments sur la table, surtout les éléments techniques », a-t-il dit.

Québec s'inquiète des conséquences des chantiers sur la circulation. Si l'on décide de rénover le pont Champlain, « ça devient un inconvénient, a expliqué M. Hamad. Et c'est là que le pont neuf devient un avantage. Cependant, nous avons des défis techniques majeurs en ce qui concerne les entrées et les sorties du pont ».

Sam Hamad a voulu corriger le tir après une réaction jugée plutôt tiède, mardi, par la mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, qui réclame un nouveau pont, comme les autres élus de la Rive-Sud.

« Je ne comprends pas qu'il ne porte pas ce dossier-là en reconnaissant qu'il faut que ça bouge, avait dit la mairesse, citée par *La Presse*. Il me semble qu'il aurait été à propos, de la part du ministre et du gouvernement du Québec, de dire que le pont Champlain est une priorité. »

Hier, Sam Hamad a convoqué les journalistes pour marteler que le dossier est prioritaire et qu'il faut « agir le plus rapidement possible ». Il a dit avoir parlé à M^{me} St-Hilaire et au maire de Brossard, Paul Leduc, en matinée.

Le ministre s'est aussi entretenu avec son homologue fédéral, Chuck Strahl, hier. Ce dernier lui a indiqué que les études seront terminées dans deux ou



Le ministre des Transports du Québec, Sam Hamad, estime que construire un nouveau pont permettrait de limiter les conséquences négatives sur la circulation.

trois semaines. Sam Hamad dit avoir obtenu de M. Strahl l'assurance que le pont Champlain est sûr et que le dossier fait partie des priorités d'Ottawa, « deux éléments importants pour le gouvernement du Québec ».

Le maintien des services de transports en commun fait partie des appréhensions des maires de la Rive-Sud et de la Montérégie, qui ont écrit mardi au ministre des Transports du Canada, Chuck Strahl, pour

tres de rive, sous les voies de droite, qui ont le plus souffert des dommages causés par les sels de déglacage.

Faire circuler les véhicules les plus lourds sur les voies de gauche (au centre du pont) fait partie des hypothèses avancées pour réduire la charge sur les éléments les plus vulnérables de l'ouvrage.

Selon Jean-Vincent Lacroix, des travaux ont déjà permis de renforcer 92 % des poutres, et des sommes importantes ont été prévues pour assurer la sécurité et la fonctionnalité du pont dans l'attente d'une décision définitive sur son avenir.

Le gouvernement fédéral a annoncé la semaine dernière des sommes additionnelles de 158 millions de dollars en trois ans pour des travaux de réfection du pont et de ses approches.

Depuis, les maires d'une douzaine de municipalités de la Rive-Sud se sont dits « peu rassurés » et travaillent à la formation d'une coalition avec les milieux d'affaires pour obtenir un nouveau pont.

« C'est sûr que la solution la plus facile ou la plus faisable, c'est un pont neuf. » – Sam Hamad

La voie réservée maintenue

Pour sa part, la société fédérale des Ponts Jacques-Cartier et Champlain (PJCC) a assuré que la voie réservée aux autobus sera maintenue malgré les inquiétudes soulevées par l'état du pont.

Selon le porte-parole de PJCC, Jean-Vincent Lacroix, les travaux de renforcement des poutres du pont seront suffisants et il ne sera pas nécessaire de faire circuler les camions sur les voies centrales, actuellement réservées aux autobus, qui assurent environ 40 000 déplacements par jour aux heures de pointe.

demander qu'on accélère le remplacement du pont.

En entrevue, mardi, le maire de Brossard, Paul Leduc, a affirmé que le sort de la voie réservée aux autobus préoccupe aussi les citoyens de sa ville, qui ont exprimé leurs inquiétudes lors d'une séance publique du conseil en début de semaine.

La semaine dernière, *La Presse* a rendu publics deux rapports d'ingénierie selon lesquels la corrosion menace la solidité et la stabilité des poutres principales du pont. Ce sont les pou-

VÉHICULES NEUFS Beaucoup de publicités trompeuses

SÉBASTIEN TEMPLIER

Plusieurs publicités d'automobiles neuves sont encore trompeuses et enfreignent la Loi sur la protection du consommateur. Malgré certaines améliorations, le manque de discipline de l'industrie est tel que l'Association pour la protection des automobilistes (APA) et le magazine *Protégez-Vous* qualifient le problème de « sérieux » et de « grave ».

« Publicités des autos neuves: on vous cache encore des choses », titre à la une le guide automobile du magazine, en kiosque aujourd'hui. En ouverture de ce numéro annuel, l'APA et *Protégez-Vous* rappellent le devoir de transparence des commerçants et soulignent les pratiques douteuses de certains, exemples à l'appui. Publicité dont la photo ne correspond pas au modèle vendu, offre de remboursement bihebdomadaire

« Le problème est sérieux, grave. » – George Iny, président de l'APA

et non mensuel, versements calculés sur sept ans sans que l'échéancier de remboursement soit précisé... Ces pratiques sont répréhensibles, précise Jean-Jacques Préaux, porte-parole de l'Office de la protection du consommateur (OPC).

En ce qui concerne les concessionnaires et les constructeurs, « le problème est sérieux, grave, affirme le président de l'APA, George Iny. On aimerait une prise de conscience, c'est-à-dire une meilleure discipline ».

Concessionnaires et constructeurs doivent pourtant montrer patte blanche dans leurs publicités. Depuis le 30 juin 2010, la Loi sur la protection du consommateur précise que « le prix annoncé doit comprendre au total des sommes que le consommateur devra déboursier pour l'obtention d'un bien ou d'un service », exception faite de la TPS et de la TVQ. Les prix indiqués dans les publicités d'automobiles doivent comprendre les frais de transport et de préparation, la taxe d'accise sur le climatiseur, les droits sur les pneus et tous les autres frais d'administration.

En septembre dernier, le CAA-Québec a estimé que 50 % seulement des vendeurs d'automobiles se conformaient au règlement sur l'affichage des prix tout inclus. Le club note que le problème existe toujours, mais de manière moins flagrante.

La Corporation des concessionnaires automobiles du Québec affirme soutenir la loi. « On a fait parvenir les nouvelles règles à nos concessionnaires, on a fait des rappels. Plus on avance, plus la loi est respectée. Le mot d'ordre est de respecter la loi », soutient son président, Jacques Béchar.

EN BREF

Pont Mercier: les travaux reprennent

La reprise des travaux de reconstruction de la rampe 2 (La Prairie) du pont Mercier, prévue lundi, entraînera de nouvelles restrictions de circulation sur la Rive-Sud jusqu'à l'été. L'installation du chantier oblige la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain (PJCC) à fermer complètement cette rampe à compter de vendredi soir, 21 h, jusqu'à dimanche matin, 5 h. Pour accéder au pont à partir de La Prairie, il faudra passer par la route 207 (chemin Saint-Isidore). Pour entrer à La Prairie en provenance de Montréal, il faudra continuer jusqu'à la route 207 puis revenir sur ses pas pour prendre un chemin temporaire menant à la route 138. À partir de dimanche, la rampe sera partiellement rouverte et une voie sera maintenue en tout temps dans chacune des directions. Les voies de circulation seront toutefois rétrécies à 3,3 m. Les travaux devraient durer trois mois. — Bruno Bisson

Vente de celliers DÉMONSTRATEURS ET NEUFS

34 BOUTEILLES

449\$
349\$

PRÉ-VENTE
(disponible fin avril)

Vinumdesign.com

Montréal
Vinumdesign
1480, rue City Councilors
(514) 985-3200

Québec
Vinumgrappa
1261, av. Maguire
(418) 650-1919

BOUTIQUE CADEAUX | VERRERIE & ACCESSOIRES | CAVE À VINS SUR MESURE | CELLIERS

CONCOURS «UNE SALLE DE BAIN DE RÊVE»

Courez la chance de gagner la rénovation de votre salle de bain par une équipe d'experts.

VALEUR DE 15000\$

LE GROUPE 3R
RÉVER | RÉNOVER | RÉALISER
legroupe3r.com

N°1 DEPUIS PLUS DE 30 ANS
PRÉSENTE
SALON NATIONAL DE L'HABITATION
DU 18 AU 27 MARS
PLACE BONAVENTURE

salonnationalhabitation.com

Participez en déposant votre coupon dûment complété dans l'une des boîtes de tirage situées au Salon national de l'habitation.

CONCOURS «UNE SALLE DE BAIN DE RÊVE» COUPON DE PARTICIPATION

Nom : _____

Prénom : _____

Courriel : _____

N° de tél. - jour : _____

Question d'habileté mathématique : $(10 \times 2) - (20 \div 2) =$ _____

☐ OUI, J'ACCEPTÉ DE RECEVOIR LES OFFRES PROMOTIONNELLES DU SALON NATIONAL DE L'HABITATION ET DE SES PARTENAIRES.

Aucun achat requis. Ce concours s'adresse aux résidents du Québec seulement et est ouvert aux personnes de 18 ans et plus. Consulter le www.salonnationalhabitation.com pour tous les règlements du concours. Tirage le 30 mars 2011. Le gagnant doit répondre correctement à la question d'habileté mathématique.

Résultats des tirages du : 2011-03-23

1 25 000 \$
164168

2 50 000 \$
916427
décomposables

3 100 000 \$
525586

Numéros «Télé»
819205 634140 284051
non décomposables

Numéro boni **06**

05 10 11
21 24 43

32 compl.

05 07 15
27 29 35

30 compl.

Structure de lots complète sur lotoquebec.com

3 437
4 9408

01 07 08 09 10 11 12 13 14 20
23 26 31 33 39 58 61 64 67 70

07 09
10 18 36

Jour - Mois - Année - Signe
30 JUIN 87 BÉLIER

6270136

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



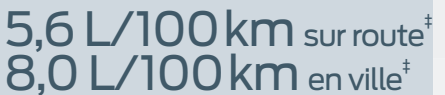
VOULEZ.



3,7L | 5,0L | 6,2L | ECO BOOSTSM

LE NOUVEAU F-150 2011

D'OPTIONS OU D'ACCESSOIRES SANS FRAIS
AUSSI APPLICABLES À L'ACHAT OU À LA LOCATION DE
LA PLUPART DES VÉHICULES FORD 2011 NEUFS.



+ 500 \$**
D'OPTIONS OU
D'ACCESSOIRES
SANS FRAIS



+ 1000 \$**
D'OPTIONS OU
D'ACCESSOIRES
SANS FRAIS



2300 \$

en primes applicables à l'acquisition de la plupart des véhicules Ford neufs. Cette offre comprend les primes supplémentaires allant jusqu'à 300 \$ accordées dans le cadre du programme « Adieu bazo » pour les véhicules datant de 1995 ou avant. Les primes versées par Ford s'échelonnent de 1 000 \$ à 2 000 \$. Tous les détails à ford.ca.

SUPER DUTY F-250 À F-450 2011
(à l'exception des châssis-cabines)

**Meilleur rendement
énergétique de la catégorie[†].**

OBTENEZ
8 000 \$[±]
EN RABAIS DU CONSTRUCTEUR

+ 1 000 \$**
D'ACCESSOIRES
FORD SANS FRAIS



15 299

+ 1 000 \$**
D'ACCESSOIRES
FORD SANS FRAIS



Montez à bord.

quebecford.ca |

Obtenez les options et les accessoires que vous voulez, dès aujourd'hui chez votre concessionnaire Ford du Québec.

ACTUALITÉS

Un candidat sur deux échoue à l'examen d'entrée de la GRC

Le détecteur de mensonges est utilisé pour évaluer la « fiabilité » des postulants

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

« Vous êtes-vous déjà montré nu en public? » « Avez-vous déjà changé des étiquettes de prix sur un article afin de le payer moins cher? » C'est après avoir répondu à ce type de questions au cours d'une entrevue assortie d'un test au détecteur de mensonges que, depuis 2009, près de la moitié des candidats à un emploi à la GRC ont été recalés.

De 2005-2006 à 2008-2009, la proportion de candidatures rejetées a oscillé entre 30 et 35 %, indiquent des statistiques obtenues par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Depuis, ce pourcentage a bondi à 45 %. Au total, depuis 2005 et jusqu'au 10 mars 2011, 4491 des 12 457 candidats qui ont passé un test polygraphique préalable à l'emploi (TPPE) ont été « non recommandés », selon la terminologie employée par la GRC dans ses statistiques. « Il n'y a pas de réussite ou d'échec fondé exclusivement sur les résultats du polygraphe », a dit la GRC à *La Presse*.

La GRC utilise le détecteur de mensonges depuis novembre 2005 pour déterminer l'« admissibilité et la fiabilité » des candidats. Ces derniers doivent franchir avec succès cette étape avant de se soumettre à un examen médical et à une enquête sur leurs antécédents. Il n'y a aucune



Le commissaire de la GRC, William Elliott, passe ses troupes en revue durant une cérémonie de relève de la garde, à Vancouver, le mois dernier.

surprise puisque le questionnaire est affiché sur le site internet de la Gendarmerie royale. Il comprend 95 questions sur les sujets les plus variés, anodins dans certains cas, parfois étonnants. Ce

questionnaire a été remanié en 2007 après que le Commissariat à la protection de la vie privée eut « incité » la GRC à éliminer les questions qui semblaient « trop envahissantes », en particu-

lier sur le suicide et les fantasmes sexuels.

Espions et terroristes

Sans surprise, le candidat est interrogé sur son passé et ses antécédents. Pour éviter

l'infiltration de ses rangs par des membres du crime organisé, espions et terroristes potentiels, la GRC veut savoir si l'aspirant gendarme a déjà été condamné pour fraude, pour des délits liés aux stupéfiants ou à la pornographie juvénile, pour des actes de violence verbale ou physique. On veut aussi savoir si le candidat a commis l'inceste ou des actes de bestialité, s'il s'est adonné au tourisme sexuel, s'il a des dettes de jeu, a déjà été congédié, a travaillé au noir, etc.

Certaines questions de sécurité visent les espions potentiels. Par exemple : « Votre famille, vos amis ou vous-même êtes-vous entrés en rapport avec des représentants (ambassades, consulats, employés, diplomates, etc.) de gouvernements étrangers, soit au Canada ou à l'étranger au cours des cinq dernières années? »

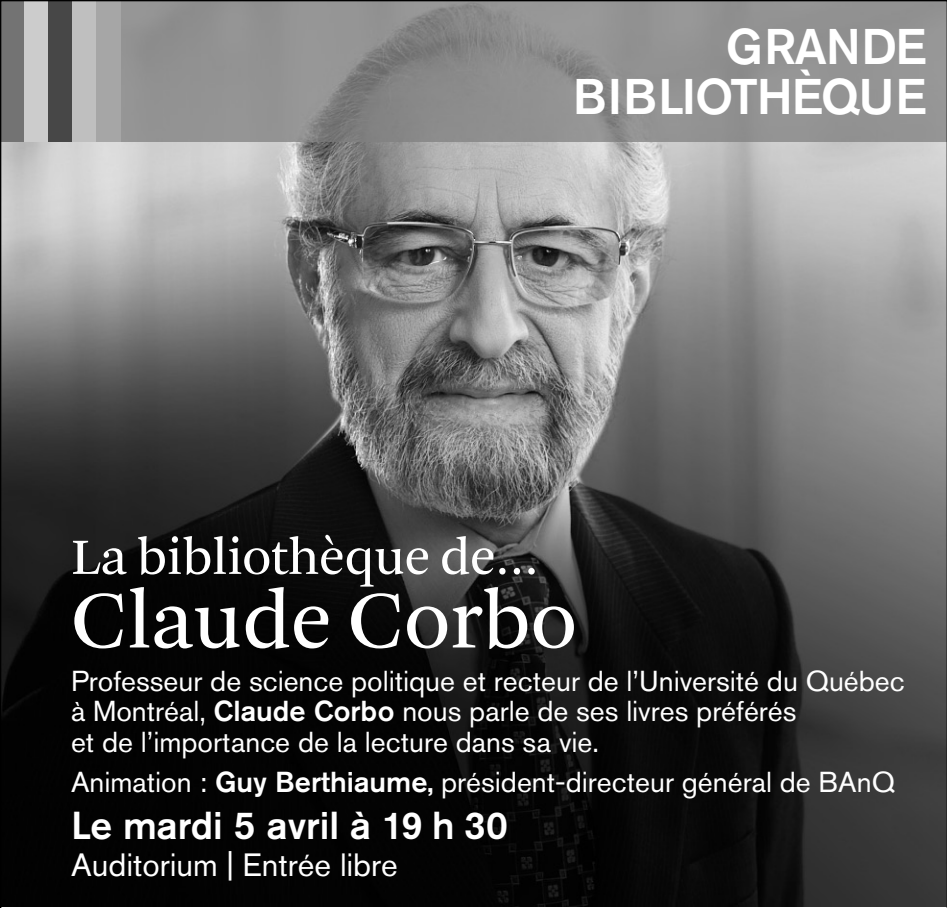
Le questionnaire a été remanié en 2007 après que le Commissariat à la protection de la vie privée eut « incité » la GRC à éliminer les questions qui semblaient « trop envahissantes », en particulier sur le suicide et les fantasmes sexuels.

Toutes les données collectées sont conservées dans un fichier sur « l'habilitation sécuritaire et relative à la fiabilité » et conservées pendant 12 ans.

En janvier, le quotidien *Le Soleil* a révélé que la police de Québec impose désormais le test du polygraphe à ses candidats pour débusquer notamment les consommateurs de stupéfiants. Le SCRS et la police militaire ont aussi recours au polygraphe.

– Avec la collaboration de William Leclerc

GRANDE BIBLIOTHÈQUE



La bibliothèque de...
Claude Corbo

Professeur de science politique et recteur de l'Université du Québec à Montréal, **Claude Corbo** nous parle de ses livres préférés et de l'importance de la lecture dans sa vie.

Animation : **Guy Berthiaume**, président-directeur général de BAnQ

Le mardi 5 avril à 19 h 30
Auditorium | Entrée libre

Logotopia –
La bibliothèque au confluent
de l'architecture, de l'art
et de l'imaginaire



Jusqu'au 27 mars 2011
Salle d'exposition principale | Entrée libre

La Révolution tranquille –
Une vision d'avenir



Qui étaient les hommes et les femmes qui ont marqué les années 1960 au Québec?
Quels espoirs, quelles aspirations les habitaient?

Jusqu'au 27 mars 2011
Hall | Entrée libre

En collaboration avec



Pour tout savoir sur les activités culturelles de BAnQ : banq.qc.ca



Venez faire connaissance!

Grande Bibliothèque
475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
☎ ☎ Berri-UQAM ou autobus : 30, 15 et 125
514 873-1100 ou 1 800 363-9028

Bibliothèque et Archives nationales Québec



RENCONTRES
LA PRESSE

MERCREDI
27
AVRIL

L'ART D'ASSUMER
SON OPINION

Un chroniqueur exprime son opinion mais y a-t-il des conséquences à s'exprimer librement?
Venez découvrir comment nos chroniqueurs assument leur opinion quotidiennement.

SOIRÉE ANIMÉE PAR
PATRICK LAGACÉ





MARIE-CLAUDE
LORTIE



MARC
CASSIVI



NATHALIE
PETROWSKI



VINCENT
MARISSAL

DATE

LE MERCREDI 27 AVRIL 2011

HEURE

19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30

ENDROIT

L'ASTRAL
305, RUE SAINTÉ-CATHERINE O., MONTRÉAL
MÉTRO PLACE DES ARTS

20\$
plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de l'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au www.ticketmaster.ca
Admission générale

À l'achat d'un D7000,
recevez un cours photo de 3 heures
et 250\$ en accessoires photo.

Nikon

Nikon D7000

1 199⁹⁹\$

Rég. 1 279⁹⁹\$

Boîtier D7000

NI 17710

1 479⁹⁹\$

Rég. 1 599⁹⁹\$

Ensemble D7000 avec

objectif 18-105mm VR

NI D700018105VR

- CMOS 16,2 mégapixels, jusqu'à 25 600 ISO
- Garantie de 2 ans (boîtier), 5 ans (objectif)
- **EN PRIME, cartes rabais¹**
- **EN PRIME, cours photo³ avec sac Lowepro Classified 160AW, carte 8Go Lozeau et déclencheur Nikon (valeur de 329⁹⁹\$)**



Nikon

EN PRIME, COURS PHOTO, SAC ET CARTE 4GO
VALEUR DE 204⁹⁹\$

Nikon D3100

- 14,2 mégapixels, jusqu'à 12 800 ISO
- Vidéo HD intégrale avec autofocus continu
- Garantie de 2 ans (boîtier), 5 ans (objectif)
- **EN PRIME, cartes rabais¹**
- **EN PRIME, cours photo de 3h³ avec sac Roots Safari et carte Lozeau 4Go (valeur de 204⁹⁹\$)**

Incluant objectif 18-55mm VR

679⁹⁹\$

Rég. 699⁹⁹\$
NI D31001855VR

Ensemble D3100 avec 18-55mm VR et 55-200mm VR
899⁹⁹\$
Rég. 949⁹⁹\$
NI D3100000VR

Nikon

1 349⁹⁹\$

Rég. 1 449⁹⁹\$

D300S (BOÎTIER SEUL)

- 12,3 MP, CMOS format DX
- Autofocus haute densité 51 points
- Mode vidéo HD
- Écran 3po de 920 000 points
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, cartes rabais¹**

NI 17350



Nikon

499⁹⁹\$

Rég. 519⁹⁹\$

AF-S 70-300MM F/4.5-5.6G IF-ED VR

- Autofocus silencieux (SWM)
- Réduction de vibrations (VR)
- Deux lentilles en verre ED
- Mise au point interne (IF)
- Garantie de 5 ans

NI 14444



Nikon

1 199⁹⁹\$

Rég. 1 249⁹⁹\$

AF-S 24-120MM F/4G ED VR

- Autofocus silencieux (SWM)
- Réduction de vibrations II (VR II)
- Ouverture constante de F/4
- Traitement Nanocrystal
- Garantie de 5 ans

NI 14420



Nikon

559⁹⁹\$

Rég. 579⁹⁹\$

TÉLÉCONVERTISSEUR TC-20E II

- Augmente la focale d'un objectif de 100% (réduction d'ouverture de 2 valeurs)
- Lentille asphérique
- Garantie de 5 ans

NI 14606



Nikon

379⁹⁹\$

Rég. 399⁹⁹\$

ENSEMBLE SB-700 AVEC PILES ET CHARGEUR

- Nombre guide 28m (100 ISO)
- Recyclage rapide (3,5 sec.)
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, piles et chargeur Ansmann (valeur de 29⁹⁹\$)**

NI KITSB700



Nikon

249⁹⁹\$

Rég. 289⁹⁹\$

COOLPIX S8100

- 12,1 mégapixels
- Zoom 10x stabilisé, rafale 10ips
- Mode vidéo HD intégrale
- Disponible en rouge, champagne ou noir
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, cartes rabais²**

NI 16907



Nikon

379⁹⁹\$

COOLPIX S9100

- 12,2 mégapixels, VR hybride
- Zoom grand-angle 18x
- Mode vidéo HD intégrale
- Disponible en noir ou argent
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, cartes rabais²**
- **EN PRIME, carte Lozeau 4Go (valeur de 49⁹⁹\$)**

NI 32113



Nikon

379⁹⁹\$

COOLPIX P300

- 12,2 mégapixels, capteur 1/2,3po
- Zoom optique de 4,2x F/1.8
- Mode vidéo HD intégrale
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, cartes rabais²**
- **EN PRIME, carte Lozeau 4Go (valeur de 49⁹⁹\$)**

NI 32000



Nikon

429⁹⁹\$

Rég. 499⁹⁹\$

COOLPIX P7000

- 10 mégapixels, zoom 7,1x
- Mode vidéo HD
- Contrôles manuels, VR optique
- Enregistrement RAW
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, cartes rabais²**

NI 16700



Nikon

449⁹⁹\$

COOLPIX P500

- 12,1 mégapixels, zoom 36x
- Processeur double
- Mode vidéo HD intégrale
- Disponible en noir ou rouge
- Garantie de 2 ans
- **EN PRIME, cartes rabais²**

NI 32001

« Pas pressé d'acheter?
Louez-le pour la fin
de semaine! »

DISPONIBLE EN LOCATION

- Appareils photo
- Caméscopes amateurs et professionnels
- Objectifs, flashes et trépieds
- Équipement de studio
- Numériseurs et imprimantes
- Accessoires numériques
- Projecteurs et écrans



Obtenez la liste complète des articles en location sur
Lozeau.com

Canon Nikon SONY SIGMA
Broadcast

FORMATION PHOTO PRIVÉE

- Formation disponible en français et en anglais
- Horaire selon votre disponibilité
- Cours donnés sur une variété de sujets, selon vos propres besoins

Informations

514 490-2281

Admissible à la loi du 1% sur la masse salariale des entreprises.



À PARTIR DE
99\$

ENTRETIEN ET RÉPARATION

Lors d'un bris ou d'un problème de fonctionnement, nos conseillers sauront vous guider dans le processus de réparation et ce, que l'équipement soit encore sous garantie ou non.

SERVICES OFFERTS

- Envoi d'équipement pour réparation
- Nettoyage de capteur
- Micro-ajustement de l'autofocus
- Mise à jour du micro logiciel (firmware)



Faites votre choix
Lozeau.com



Beaubien

Stationnement
rue St-André

6229, SAINT-HUBERT
MONTRÉAL, QUÉBEC
514 274 6577
1 800 363 3535
WWW.LOZEAU.COM

Lozeau
L'EXPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

ACTUALITÉS

Problèmes liés aux gangs de rue à Rivière-des-Prairies

Le gérant du café-bar Ferrari veut déménager son établissement

ANDRÉ NOËL

Le gérant du café-bar Ferrari, Vincenzo Padula, a dit hier devant la Régie des alcools que les gangs de rue causent tellement de problèmes dans Rivière-des-Prairies qu’il souhaite déménager son établissement dans un autre quartier.

M. Padula, 32 ans, a cependant nié vendre de la drogue, comme l’avait soutenu un expert du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) la veille. Il a affirmé aussi que les gangs de rue ne menaçaient pas son bar plus que les autres commerces de Rivière-des-Prairies.

Le SPVM a convaincu la Régie des alcools, des courses et des jeux de fermer le bar en juin dernier parce que les policiers considéraient que la poursuite de ses activités constituait un danger pour la sécurité publique.

Caterina Padula, propriétaire du café-bar Ferrari, conteste cette ordonnance et demande la possibilité de rouvrir le bar. Son fils Vincenzo Padula a pourtant révélé, hier, que des démarches avaient été entrepri-

général. Ma mère a emprunté 240 000\$, et on veut continuer nos activités, mais ailleurs.»

M. Padula a soutenu que le café-bar Ferrari ne constituait pas un cas à part. «Les gangs,

« Les gangs, c’est un problème partout à Rivière-des-Prairies, et pas juste dans les bars. Dernièrement, je suis allé dans un lave-auto du quartier qui existe depuis 30 ans. Le propriétaire se fait harceler par les gangs. »

— Vincenzo Padula, gérant du café-bar Ferrari

ses pour le déménager en banlieue de Montréal, justement à cause des gangs de rue.

« Il y a un problème de gangs dans le secteur, a-t-il dit. Si on l’avait su, on n’aurait pas acheté le bar (en 2008). C’est un problème

ç’a été aussi un problème pour le D-Lounge (autre bar lui aussi fermé par la Régie des alcools). C’est un problème partout à Rivière-des-Prairies, et pas juste dans les bars. Dernièrement, je suis allé dans un lave-auto du quartier qui existe depuis 30

ans. Le propriétaire se fait harceler par les gangs.»

De son côté, le sergent-détective Jean-Claude Gauthier a dit à la Régie que le café-bar Ferrari et le D-Lounge, tous les deux situés avenue André-Ampère, étaient devenus les cibles des Bo-Gars, un gang de rue «rouge», et de leurs associés, qui cherchent à contrôler le trafic de drogue dans le quartier.

M. Gauthier a soutenu que Vincenzo Padula vendait de la drogue et utilisait les gangs de rue, mais qu’il refusait de les payer. Selon lui, un groupe affilié aux Bo-Gars, les 44 Unit, a envisagé de l’assassiner. Un policier a prévenu M. Padula que sa vie était en danger, mais ce dernier a dit hier à la Régie qu’il ne lui avait pas dit pourquoi. Tout le long de son témoignage, il s’est présenté comme un honnête gérant, ne prenant pas de

drogue et n’en vendant pas, n’ayant aucune arme et ne connaissant aucun membre de gang de rue.

Les problèmes du café-bar Ferrari ont commencé le 21 mars 2009. Cette nuit-là, «des hommes de race noire ont fracassé la vitrine extérieure en lançant quatre briques en direction de l’établissement», indique un avis de la Régie des alcools. Le 30 décembre 2009, «trois individus de race noire sont entrés dans l’établissement», ajoute le document de la Régie. «Celui qui avait en sa possession une mitraillette l’a pointée vers les clients en faisant semblant de tirer. Ils ont quitté sans faire feu.»

Dans la nuit du 28 au 29 mai 2010, quatre membres d’un gang de rue sont entrés dans le D Lounge. Un coup de feu a été tiré. Peu après l’arrivée des policiers, d’autres coups de feu ont retenti, en provenance des environs du bar Ferrari. Le 3 juin, des policiers ont vu M. Padula et son frère Emmanuel accueillir dans le bar Ezekiel Monuma, un membre connu des Bo-Gars. C’est alors que la police a demandé la suspension du permis du bar. Les audiences reprendront le 6 mai, avec le témoignage de la propriétaire, Caterina Padula.

Il met le feu à la chambre de ses enfants, puis les sauve du brasier

La défense plaide pour une peine clément

CAROLINE TOUZIN

B.B. ne «mérite pas de médaille» pour avoir sauvé ses enfants des flammes. Après tout, c’est lui qui a allumé le feu. Mais le père de famille n’a tout de même pas hésité à risquer sa vie pour réparer son erreur, a fait valoir son avocat, M^e Pascal Lescarbeau, hier, au moment des plaidoiries sur la peine, au palais de justice de Montréal.

Selon un rapport d’évaluation psychiatrique produit en preuve, l’homme de 32 ans a subi un traumatisme dans son pays d’origine, le Burundi, qui l’a fait sombrer dans l’alcool. Il a aussi des problèmes

de jalousie. Dans la nuit du 4 avril 2009, il était fortement intoxiqué lorsqu’il est rentré chez lui, vers 3 h 30, à LaSalle.

Sa femme, alors enceinte de leur troisième enfant, a eu si peur de lui qu’elle s’est réfugiée chez des voisins. Furieux, l’homme a mis le feu dans la chambre des enfants, âgés de 1 et 5 ans.

Le feu a pris dans une pile de vêtements, au pied du berceau du plus jeune. Le père est rentré dans la pièce en flammes pour sauver le bébé. Lorsque les policiers sont arrivés, l’enfant de 5 ans était toujours dans la chambre.

L’incendie était tellement violent que les policiers ont tenté de dissuader le père de famille d’y retourner. Ce dernier s’est tout de même jeté dans le brasier. «On ne lui donnera pas de médaille parce qu’il a sauvé ses enfants du feu, c’est clair. C’est lui qui l’avait allumé. Mais il a agi immédiatement, au péril de sa vie», a souligné M^e Lescarbeau.

L’avocat de la défense suggère une peine de trois ou quatre mois d’emprisonnement à purger les week-ends, suivie d’une probation de trois ans. De son côté, la Couronne, représentée par M^e Sylvie Lemieux, propose une peine

de prison ferme de moins de trois ans.

Facteurs atténuants

La défense a souligné plusieurs facteurs atténuants. D’abord accusé de tentatives de meurtre, B.B. (que nous ne pouvons nommer pour protéger l’identité de ses enfants) a reconnu sa culpabilité à une accusation réduite d’avoir intentionnellement allumé un incendie, causant des lésions corporelles à ses deux enfants. Il a suivi une thérapie d’un an dans un centre fermé pour régler son problème d’alcool. Il a un emploi saisonnier de débroussaill

garde de ses enfants, mais il leur rend visite une fois par mois, dans un endroit supervisé.

La première version de l’incident voulait que ce soit les policiers qui aient extirpé les enfants des flammes. Or, après vérifications, la poursuite a confirmé à la juge Isabelle Rheault que le père était bel et bien à la fois le bourreau et le sauveur. La magistrate rendra sa décision sur la peine le 27 avril.

Réfugié politique, l’homme a le statut de résident permanent. S’il est condamné à plus de deux ans de prison, il sera presque automatiquement expulsé du Canada pour cause de grande criminalité.

Orthèses avec style

4596, boul. Saint-Laurent, Montréal
514.848.0100
1 877 967.0100
pouliotlab.com

Facilité de stationnement

Reconnu et accrédité par les organismes publics et assureurs privés.

Problèmes de DIGESTION ?
Voici la SOLUTION par excellence!

ACTI-BILE Peut jouer un premier rôle pour vous;

ACTI-BILE Un produit pleines plantes;

ACTI-BILE Oui, tirez profit d'Acti-Bile aux plantes vertes jumelées aux multieffets;

ACTI-BILE Oui, stimule la sécrétion biliaire du foie, c'est pour ça qu'il a été conçu... pas par nous... par la nature, par la force qui souvent est oubliée;

ACTI-BILE Respecte Dame Nature par ses ingrédients qui reflètent le rôle que cette alliée peut jouer pour nous.

AIDE LA DIGESTION DES GRAISSES ET FAVORISE L'ÉVACUATION DE LA BILE

2 BOÎTES POUR LE PRIX D'UNE SEULE

EN VIGUEUR DU SAMEDI 26 mars AU MARDI 29 mars 2011

www.acti-bile.com

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon Est Montréal www.johanneverdon.com	514-279-3709	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny	450-657-2032	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale Ouest Magog	819-868-3368
Espace Santé Beauté Johanne Verdon Centre Laval 1600, boul. Le Corbusier, Laval	450-688-5455	Boutique Luc Mathieu 5655, boul. des Forges Trois-Rivières	819-378-7777	Vitavie au naturel 3353, boul. du Carrefour Promenade Beauport	418-667-0070
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 145 A, boul. Des Promenades Saint-Benoît (Promenades Saint-Benoît)	450-653-6009	Boutique Luc Mathieu 2522, rue King Ouest Sherbrooke	819-823-3322	Commandes postales Pour les boutiques Luc Mathieu Ligne sans frais : 1-877-511-3368	
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Sainte-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Sainte-Foy	418-656-1266	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1108, boul. Saint-Joseph, Terrasse Des Lilas Drummondville	819-850-1705	Ferti 2000 : commandes postales Tél. : 514-272-1365, Ligne extérieure : 1-800-272-1365	
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341 A, boul. Saint-Joseph Gatineau	819-770-3645	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy Lévis	418-833-5933	• Lundi au vendredi : 9 h à 17 h • Samedi et Dimanche : 8 h 30 à 17 h	

Grande vente d'inventaire
Jusqu'à 40% sur modèles sélectionnés en stock.
Modèles et couleurs sélectionnés en inventaire seulement

3 jours seulement!

Jusqu'au samedi 26 mars

1850 Boul. Le Corbusier, Laval, QC H7S 2K1 • 450.978.1701

NATUZZI

ITALY

À ne pas manquer ce week-end :

RÉUSSIR LA PIZZA PARFAITE
DÉCOUVRIR L'AUSTRALIE. UN COUSIN ÉLOIGNÉ
SAVOIR CHOISIR SA CHAMBRE D'HÔTEL

LA PRESSE

MON RITUEL DE FIN DE SEMAINE

SAMEDI, 11H45

Elle : SI SES PARENTS APPELLENT, ON NE RÉPOND PAS.

Lui : SI SES PARENTS APPELLENT, ON NE RÉPOND PAS.

ACTUALITÉS

Laval : le forcené était un tireur d'élite

Depuis janvier, c'est la quatrième fois que des policiers du Grand Montréal utilisent leur arme

HUGO MEUNIER

La Presse a appris que l'homme sur lequel la police de Laval a fait feu mardi est un ancien militaire. Il se trouve toujours dans un état critique à l'hôpital.

L'homme de 36 ans, qui s'était barricadé depuis l'aube dans sa maison, serait subitement sorti en fin de journée pour fondre sur les policiers en pointant une arme sur eux. Les agents avaient été appelés tôt le matin pour une affaire de violence conjugale.

Hier, rue Plessis, dans un secteur paisible de Duvernay, l'affaire était sur toutes les lèvres. «Le couple était séparé, a raconté une voisine. L'homme n'habitait plus là et je crois que la dame avait un nouveau conjoint. Elle ne parlait jamais de son ex, comme si elle avait peur.»

Selon nos sources, l'homme, ancien tireur d'élite de l'armée canadienne, souffre de stress post-traumatique à la suite d'une mission en Bosnie. Au moment de mettre sous presse, les Forces canadiennes n'avaient pas confirmé l'information, mais cela explique peut-être en partie le vaste périmètre de sécurité dressé mardi autour de chez lui. Plusieurs voisins ont



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE
En février, un automobiliste aurait foncé en direction des policiers du SPVM, qui ont répliqué en ouvrant le feu. La SQ est chargée de l'enquête.

été évacués, de même que les élèves d'une école élémentaire située à proximité, où est inscrite la fille du suspect.

Claire Beaulieu, autre voisine, a salué le travail des policiers. «On était fâchés de se faire évacuer mais, finalement, ils nous ont mis à l'abri du danger», a-t-elle souligné.

Depuis le début de l'année, c'est la quatrième fois que des policiers utilisent leur arme de

service dans la grande région montréalaise.

Ces incidents – trois à Montréal et un à Laval – se sont soldés jusqu'à maintenant par la mort de deux hommes. D'abord, le 26 janvier, une policière a abattu un homme, Jean-Claude Lemay, dans le quartier Rosemont. L'agente aurait senti sa vie menacée lorsque l'individu de 48 ans s'est rué vers elle avec un couteau. Il a été atteint

d'au moins un projectile et sa mort a été constatée à l'hôpital.

Quelques jours plus tard, à Beaconsfield, un homme de 27 ans est tombé sous les balles d'un policier après une introduction par effraction. Un complice et lui cherchaient vraisemblablement de la drogue dans une résidence de la rue Windermere. Un des suspects aurait tiré deux fois avec un fusil automatique à l'intérieur de la maison. Les hommes ont ensuite pris la fuite en voiture. Après une collision, ils ont continué à pied. L'homme de 27 ans, Patrick Saulnier, aurait été abattu à ce moment.

Enfin, le 16 février, un homme de 47 ans a été atteint de plusieurs projectiles au cours d'une intervention dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. L'homme aurait appelé la police pour dire qu'il se sentait menacé par une voiture garée à proximité. À leur arrivée, les policiers auraient repéré un véhicule au volant duquel se trouvait vraisemblablement l'homme qui les avait alertés. Sans crier gare, ce dernier aurait alors foncé à plusieurs reprises en direction des policiers, qui ont répliqué en ouvrant le feu.

– Avec Catherine Handfield

LES ENQUÊTES

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) demande une enquête indépendante lorsqu'une personne meurt ou subi des blessures graves au cours d'une opération policière ou pendant qu'elle est en détention. Entre 1999 et 2010, il a commandé 318 enquêtes indépendantes, dont 72 sur des opérations policières au cours desquelles des personnes ont été tuées ou gravement blessées. De ces 318 enquêtes, 3 ont mené à des accusations contre des policiers, 285 n'ont entraîné aucune mise en accusation et 30 sont toujours en cours. Source: site web du MSP

LE SPVM ET LES ARMES À FEU

- > 2005 : 40 coups de feu par des policiers au cours de 10 incidents, dont 30 dans une seule fusillade.
 - > 2006 : 9 coups de feu dans 3 incidents, dont 6 à Dawson.
 - > 2007 : 5 incidents, 8 coups de feu.
 - > 2008 : 22 coups de feu en 8 incidents, sans compter l'affaire Villanueva.
 - > 2009 : 5 incidents, 10 coups de feu.
- Source: bilans annuels du SPVM

MAISON CORBEIL



MILIEU DE VIE

MAISONCORBEIL.COM

fauteuil gustave. cuir vieilli. couleur tabac ou noir. 995\$. fauteuil bishop. cuir vieilli. couleur tabac ou noir. structure acier poli. 599\$.

MONTRÉAL. 1215, boul. crémazie ouest – t. 514 382 1443 L'AVAIL. 2323, autoroute des laurentides – sortie boul. le carrefour – t. 450 682 3022

SANTÉ

Nouvelle parade contre l'alzheimer

Des chercheurs ravivent l'acuité du cerveau de certains patients avec des exercices de mémoire

MATHIEU PERREAULT

Des chercheurs montréalais ont réussi à raviver l'acuité du cerveau de patients atteints de signes précurseurs de la maladie d'Alzheimer. Dix séances d'entraînement de la mémoire ont suffi pour cet exploit, qui pourrait retarder de deux ou trois ans l'apparition des symptômes.

« C'est un progrès considérable », explique Sylvie Belleville, chercheuse en neuropsychologie à l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal et auteure principale de l'étude, parue dans la revue *Brain*. « Leurs performances ont augmenté de 20 à 30 % pour devenir semblables à celles des gens normaux. On pourrait espérer gagner deux ou trois ans dans la progression de la maladie. » Les médicaments contre l'alzheimer permettent déjà de retarder de trois ou quatre ans cette progression.

L'intervention a consisté à deux semaines de rencontres quotidiennes, à raison de deux heures à la fois, sur des stratégies d'optimisation de la mémoire. « On suggérait par exemple d'avoir recours



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Après 10 séances d'entraînement de signes de la mémoire, les performances de patients atteints de signes précurseurs de la maladie d'Alzheimer ont crû de 20 à 30 %, ce qui pourrait permettre de retarder l'évolution de la maladie de 2 ou 3 ans.

à des images, à des associations sémantiques. Pour vous souvenir de mon nom, par exemple, vous pourriez penser à la "belle ville" de Montréal. L'objectif est d'encourager le

cerveau à utiliser des secteurs qui ne sont pas encore endommagés par la maladie.»

Trois séances d'imagerie médicale, avant et après l'intervention auprès des 30 parti-

cipants à l'étude, ont permis de confirmer que l'intervention permet de stimuler d'autres zones du cerveau. « Nous allons maintenant voir si l'amélioration se maintient ou

s'il faut refaire des formations une ou deux fois par an», dit M^{me} Belleville, qui enseigne à l'Université de Montréal.

L'approche découle de deux avancées dans la compréhension de la maladie: des tests cognitifs qui permettent de détecter les personnes les plus à risque et les travaux sur des patients qui n'avaient aucun symptôme d'alzheimer avant leur mort mais dont le cerveau est tout de même endommagé par la maladie. «Souvent, ce sont des gens très intellectuels et très actifs au plan cognitif, dit M^{me} Belleville. Leur cerveau est capable de trouver des stratégies pour compenser les dommages causés par l'alzheimer.»

Les tests de dépistage précoce ratissent pour le moment trop large – environ la moitié des cas à risque ont un diagnostic d'alzheimer dans les trois années qui suivent le test, et ce taux plafonnera probablement à 70 % à 80 %, selon M^{me} Belleville. Mais comme l'intervention n'est pas invasive, le jeu en vaut la chandelle.

Sclérose en plaques

Un système national de surveillance pour mieux comprendre la maladie

LA PRESSE CANADIENNE

L'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) mettra au point un système pour mesurer et surveiller l'évolution et le traitement de la sclérose en plaques au pays, a annoncé hier la ministre de la Santé du

Canada, Leona Aglukkaq, par
voie de communiqué.

Celui-ci précise que l'ICIS travaillera en étroite collaboration avec la Société canadienne de la sclérose en plaques et le Réseau canadien des cliniques de sclérose en plaques pour élaborer ce nouveau système.

L'ICIS et ses partenaires collaboreront également avec les experts cliniques et techniques d'un bout à l'autre du pays, les représentants des patients ainsi que les gouvernements des différentes provinces et territoires.

viendra de l'Agence de la santé
publique du Canada.

Le système devrait accroître la quantité d'information accessible aux patients, aux cliniciens, aux chercheurs et au public sur cette maladie dans le but d'améliorer les soins et la qualité de vie

des quelque 55 000 à 75 000
Canadiens qui en souffrent.

L'information recueillie permettra d'évaluer les caractéristiques de la maladie au Canada, de mettre en évidence les variations d'utilisation des traitements et de surveiller les résultats à long terme pour les patients qui sont associés aux différentes options de traitement.

Le taux de prévalence de la sclérose en plaques au Canada est l'un des plus élevés du monde, a souligné le président et chef de la direction de la Société canadienne de la sclérose en plaques, Yves Savoie. Ainsi, selon lui, pour mieux soigner la maladie il faut donc mieux la cerner.

BRAVO CHUCK HUGHES!

Premier chef
québécois à
gagner
l'émission

**IRON CHEF
AMERICA**

LES ÉDITIONS

LA PRESSE

En vente en librairie ou
sur librairie.cyberpresse.ca

NOTRE VIDÉO > CÔLON GÉANT AU COMPLEXE DESJARDINS



SUR cyberpresse.ca/cancer

Un étrange tunnel rose a surgi dans le complexe Desjardins, à Montréal. Pendant deux jours, les passants sont invités à visiter le colon géant, une structure gonflable de 12 mètres de long. Oncologues, spécialistes et artistes sont aussi présents pour informer la population sur l'importance du dépistage du cancer colorectal, au deuxième rang des cancers les plus meurtriers au Canada. Un reportage d'Ève Couture.

Nouvel espoir dans la prévention du diabète adulte

AGENCE FRANCE-PRESSE

Actos, médicament contre le diabète du laboratoire japonais Takeda, permet d'empêcher le développement de la maladie chez plus de 70 % de personnes à haut risque, selon une étude clinique publiée hier.

Ces résultats pourraient concerner des dizaines de millions de prédiabétiques dans le monde souffrant notamment d'obésité, de surpoids ou ayant des prédispositions.

Prendre chaque matin un comprimé d'Actos (molécule pioglitazone) a permis de prévenir le diabète adulte (type 2) chez plus de 70 % d'individus dont l'obésité, l'ethnïcité et d'autres prédispositions leur donnent le plus grand risque de développer la maladie, se félicitent les auteurs de cet essai clinique mené auprès de 602 personnes et paru dans le *New England Journal of Medicine* du 24 mars.

Ces chercheurs de l'Université du Texas ont également constaté une baisse de 31 % du taux de rétrécissement des artères carotides, principaux vaisseaux acheminant le sang au cerveau.

« La réduction de 72 % des cas de diabète chez des sujets à très haut risque est la plus forte jamais obtenue (...) avec un régime alimentaire sain, de l'exercice ou

d'autres médicaments», dit le Dr Ralph DeFronzo, professeur de médecine à l'Université du Texas à San Antonio et principal auteur de cette étude.

« L'Actos a pu empêcher le diabète chez 72 % des personnes à très haut risque et la seule chose pouvant faire potentiellement mieux est d'adopter un régime alimentaire sain et de faire de l'exercice. » — le Dr Robert Chilton

Le Dr DeFronzo et son équipe ont mené cette étude baptisée ACT Now pendant une période moyenne de 2,4 ans avec le suivi et jusqu'à quatre ans chez certains des participants.

«L'Actos a pu empêcher le diabète chez 72 % des personnes à très haut risque et la seule chose pouvant faire potentiellement mieux, mais que peu de personnes me semblent capables de faire, est d'adopter un régime alimentaire sain et de faire de l'exercice», a noté le Dr Robert Chilton, un cardiologue de l'Université du Texas n'ayant pas participé à l'essai clinique.

FRAPPES EN LIBYE JOUR 5

Les rescapés d'Ajdabiya

AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
TOBROUK

Le vent souffle des nuages de sable sur la route qui mène de la frontière égyptienne vers la ville libyenne de Tobrouk, en longeant la Méditerranée.

Devant nous, un paysage désertique et immobile. La route est étrangement vide et nous conduit vers une ville silencieuse, où la guerre qui déchire la Libye paraît lointaine et irréaliste.

Mais pour les nombreux rescapés qui ont trouvé refuge à Tobrouk, cette cité portuaire située à 250 kilomètres de la frontière, la guerre est une réalité on ne peut plus concrète.

Parmi eux, Sami et Goma Al-Gtani, deux cousins de 27 et 23 ans qui se sont échappés hier de la ville d'Ajdabiya, où les insurgés affrontent depuis plusieurs jours les troupes loyales au colonel Kadhafi.

La ville a été brièvement contrôlée par les forces rebelles. Mais pour les troupes du régime, Ajdabiya constituait le dernier obstacle avant Benghazi, la « capitale » de la révolte libyenne. Depuis jeudi dernier, l'armée fait pleuvoir des tirs d'artillerie sur des mosquées remplies de fidèles, des tireurs embusqués sur les toits terrorisent les habitants, et des chars d'assaut ont été déployés dans des cours d'école, pour que les avions alliés n'osent pas les bombarder, racontent les deux cousins.

Un des trois grands quartiers de la ville a été carrément rasé. Et les habitants d'Ajdabiya vivent dans la peur. « Les snipers bloquent les rues pour attirer les habitants dans des embuscades et les enlever », dit Sami Al-Gtani, l'aîné des deux jeunes hommes.

La situation humanitaire se dégrade à Ajdabiya. La nourriture est rare, la centrale électrique a été touchée, et



PHOTO ARIS MESSINIS, AFP

Depuis jeudi dernier, l'armée fait pleuvoir des tirs d'artillerie sur Ajdabiya. Pour les troupes du régime, cette ville constituait le dernier obstacle avant Benghazi. Ci-dessus, un insurgé transporte un lance-roquettes à un point de contrôle non loin d'Ajdabiya.

l'hôpital fonctionne avec une poignée de médecins. « La situation y est misérable », selon Sami. Effrayés, les habi-

les deux jeunes hommes, l'un de ces points de contrôle est encerclé par les insurgés, qui ont coupé la ligne d'appro-

désert et survivent difficilement, privés de tout et oubliés du monde.

Sur la route entre Ajdabiya et Tobrouk, qui passe au sud de Benghazi, les deux cousins ont croisé ces camps où s'entassent des milliers de rescapés. Ils viennent d'Ajdabiya mais aussi d'autres villes qui ont été reconquises par Kadhafi après être brièvement tombées sous le contrôle des rebelles, telles Ras Lanouf et Brega.

« Ces gens vivent une véritable catastrophe », s'indigne Sami Al-Gtani, qui a été renversé de croiser ces survivants qui n'ont plus de carburant, pas de nourriture, et qui ne reçoivent presque aucune aide.

Combien de gens ont péri à Ajdabiya? Impossible de le savoir. Mais quand un quartier entier est réduit à néant, il y a sûrement des victimes. Et

selon Sami, « il n'y a plus de place au cimetière pour entermer les morts. »

Plusieurs dizaines de rescapés d'Ajdabiya ont abouti à Tobrouk. Il y a quelques jours, la ville a lancé un appel aux habitants pour loger ces gens. Pas moins de 300 familles ont offert de les accueillir... Hier, une des grandes tentes qui devait abriter les rescapés était vide: tout le monde avait trouvé un toit où passer la nuit.

Alors que le sort de leur ville est en train de se jouer, qu'attendent Sami et Goma de la coalition, qui pilonne les bases militaires de Kadhafi depuis cinq jours? Pour Sami, ce n'est pas assez.

« Quand les avions attaquent l'armée de Kadhafi, les soldats vont se cacher. Nous avons besoins d'armes pour aller à leur poursuite. »

tants craignent même de boire l'eau de la ville, qui a selon eux un goût étrange depuis quelques jours... Justifiée ou pas, la peur est omniprésente.

Les partisans de Kadhafi ont aussi créé des « cellules cachées » au sein des insurgés, affaiblissant les troupes des opposants du régime.

Aujourd'hui, les pro-Kadhafi contrôlent deux des trois entrées de la ville. Mais selon

visionnement de l'armée. Et lundi, les avions alliés ont bombardé un important camp militaire près de la ville. La bataille d'Ajdabiya est loin d'être terminée.

Catastrophe humanitaire

La vaste majorité des habitants de la ville (90%, selon Sami) ont fui. Mais plusieurs n'ont nulle part où aller. Ils ont monté des tentes dans le

Combien de gens ont péri à Ajdabiya? Impossible de le savoir. Mais quand un quartier entier est réduit à néant, il y a sûrement des victimes.

VACANCES VOYAGE

CE SAMEDI | L'HÔTEL IDÉAL

Tous les samedis dans LA PRESSE

AU CŒUR DU VIEUX-QUÉBEC

Forfait Vieux-Québec

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- Petit déjeuner américain
- Accès à la piscine intérieure / au sauna / au club de santé
- Frais de service

À partir de 149\$

Chambre seulement

À partir de 129\$

Nos 16 forfaits sont disponibles en certificats-cadeaux

44, Côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com • 1 800 463-6283

JUSQU'À 50% DE RABAIS | SOLDE « SI BIEN CHEZ SOI »

Fraser

Venez nous voir dès aujourd'hui et profitez de rabais allant de 25% à 50% sur tous les meubles remboursés pour salle de séjour. Baker, Hancock & Moore, Highland House, Vanguard, Barrymore, Christopher Guy... les marques sont prestigieuses et les économies, fabuleuses.

4 JOURS SEULEMENT. LE SOLDE SE TERMINE DIMANCHE.

8300, rue Devonshire, Montréal
514.342.0050

DES MEUBLES SANS PAREIL!®

meublesfraser.com

FRAPPES EN LIBYE JOUR 5

Les pro-Kadhafi bombardent un hôpital

D'APRÈS L'AFP ET AP

PRÈS D'AJDABIYA — Les forces pro-Kadhafi ont bombardé hier soir le principal hôpital de Misrata ainsi que des maisons dans la troisième ville de Libye située à 200 km à l'est de Tripoli, d'après un témoin et un porte-parole rebelle joints par téléphone.

Pendant ce temps, selon des sources diplomatiques occidentales, un accord se dessine sur le rôle de l'OTAN dans le contrôle de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Les États-Unis, qui commandent les opérations de la coalition internationale, souhaitent céder rapidement le contrôle de la mission, peut-être dès samedi, selon le secrétaire de la Défense, Robert Gates.

Le contre-amiral Gerard Hueber, un des hauts dirigeants américains de la campagne en Libye, a déclaré que les forces internationales attaquaient les troupes pro-Kadhafi qui s'en prenaient à des agglomérations.

Ces bombardements surviennent alors que la coalition, qui affirme avoir neutralisé l'aviation militaire de Kadhafi, a mené hier des frappes contre ses troupes au sol, notamment à Misrata. Selon un médecin, 17 personnes dont 5 enfants y ont été tués mardi par des *snipers* et des obus des forces gouvernementales.

Le vice-ministre libyen aux Affaires étrangères Khaled Kaaïm a démenti toute opération militaire dans la ville, répétant que le régime respectait le cessez-le-feu imposé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.



Des rebelles libyens se montraient optimistes hier près d'Ajdabiya.

PHOTO ARIS MESSINIS, AFP

«Il faut que les autres parties, insurgés et coalition, respectent le cessez feu», a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse cette nuit.

Les compagnies nationales de l'eau d'électricité et de télécommunications ont affirmé que leurs réseaux ont été endommagés à Misrata suite à des «actes de sabotage» et aux raids de la coalition, démentant toute coupure préméditée.

Par ailleurs, une forte explosion s'est produite hier soir sur une base de l'armée de terre libyenne à 32 km à l'est de Tripoli, ont indiqué des témoins.

Ces témoins ont vu des flam-

mes s'élever de la base, située dans la région de Tajoura, au kilomètre 32 à l'est de la capitale, après l'explosion.

La télévision d'État a ensuite fait défiler un bandeau, qui, citant une source militaire, annonce que «des bombardements des colonialistes croisés ont frappé certaines cibles civiles et militaires à Tajoura».

Des tirs sporadiques de l'artillerie antiaérienne ont retenti hier soir dans le centre de la capitale, avec des traînées rouges visibles dans le ciel.

Aucun survol de la capitale, ni aucune frappe aérienne n'ont été signalés.

Combats dans plusieurs villes

Les combats ont fait rage hier dans plusieurs villes entre rebelles et partisans de Kadhafi au cinquième jour de l'intervention militaire internationale.

Des combats ont secoué la ville clé d'Ajdabiya (Est), à 160 km au sud de Benghazi, fief de l'insurrection. Les habitants fuient en masse la ville.

Une colonne de fumée s'élevait au-dessus de la ville, des bombardements et des tirs intermittents étaient entendus, a constaté un journaliste de l'AFP.

«Ils sont en train de tirer

PREMIÈRE OFFENSIVE DES FORCES CANADIENNES

Des avions de chasse canadiens ont bombardé dans la nuit d'hier un dépôt de munitions des forces du colonel Mouammar Kadhafi dans le nord de la Libye, a annoncé hier le chef d'état-major adjoint de la Force aérienne du Canada, le général Tom Lawson. L'attaque a eu lieu près de Misrata, troisième ville du pays. Il s'agit de la première offensive réalisée par les forces canadiennes participant aux opérations contre le régime de Tripoli. Lors d'une mission précédente, les pilotes canadiens ont renoncé à bombarder un aéroport pour ne pas risquer de toucher des civils. «La mission de la nuit dernière a abouti à la destruction d'un dépôt de munitions dans le nord de la Libye», a dit le général Lawson, avant de souligner que des «munitions guidées avec précision» ont été utilisées, pour réduire les «risques collatéraux». Une autre sortie de chasseurs CF-18 canadiens a eu lieu hier matin. Aucun détail n'a été donné sur son déroulement. — d'après l'AFP

des missiles Grad sur les maisons», a affirmé Hamed al-Qabaili, fuyant Ajdabiya. Selon lui, les combats se produisaient aux entrées est et ouest de la ville, privée de gaz et d'électricité.

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'est montré optimiste sur une issue rapide: «ce sera une opération de courte durée», mais le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a déclaré au Caire qu'il n'y avait pas de «calendrier» pour la fin des opérations.

Denis McDonough, proche conseiller du président américain Barack Obama, a évoqué hier des contacts pris par des membres de l'entourage de Mouammar Kadhafi avec l'administration américaine pour chercher une issue à la crise en Libye.

LA PRESSE OFFICIELLE CHINOISE SE DÉCHAÎNE

La presse officielle chinoise s'est déchaînée hier contre les frappes aériennes en Libye, motivées, selon elle, par la soif de pétrole et de domination des pays occidentaux, en particulier de la France. La Chine a déjà plusieurs fois critiqué ces frappes, qu'elle a toutefois autorisées à sa manière en ne bloquant pas le vote de la résolution à l'ONU, comme son statut de membre permanent du Conseil de sécurité lui en donnait le pouvoir, mais en s'abstenant. Les frappes lancées au cours du week-end dernier en Libye relèvent «d'abord de la décision politique d'une poignée de puissances occidentales, et leur premier message est que les

puissances occidentales sont le juge et le bourreau du monde», écrit le *Global Times*. «L'Occident a dominé le monde pendant des siècles, et sa stratégie essentielle est de se raccrocher à cette domination», poursuit le journal nationaliste dans un éditorial. «Aucun pays n'a le droit de disposer à volonté d'un autre pays, même si la situation de ce pays est épouvantable», poursuit-il. «L'intervention excessive» de l'Occident en Libye «doit être condamnée». «Pour l'essentiel, l'intervention politique et militaire occidentale au Proche-Orient est liée au pétrole et à la position stratégique» de la région, estime le *Quotidien du peuple*. — d'après l'AFP

Que veut l'opposition?

Les intentions du Conseil national de transition pour l'avenir de la Libye restent nébuleuses

JUDITH LACHAPELLE

Ils sont reçus à l'Élysée, ils tiennent le fort dans la ville de Benghazi ou sont exilés un peu partout dans le monde, et ils parlent au nom des Libyens anti-Kadhafi. Mais la composition exacte du Conseil national de transition (CNT) et, surtout, ses intentions pour l'avenir de leur pays, restent nébuleuses.

Hier, à Paris, deux représentants de ce Conseil ont rencontré la presse pour exposer leurs intentions. «Le CNT est composé de 31 membres, mais seule l'identité de huit d'entre eux a été révélée parce que certains vivent encore dans des zones occupées par Kadhafi», a expliqué Ali Zeidan, membre de la Ligue libyenne des droits de l'homme et porte-parole en Europe du Conseil. «Ce sont principalement des avocats, des professeurs, des universitaires».

«Toutes les régions de la Libye sont représentées. Il y a des membres de toutes les tribus, y compris des Kadhafi d'origine originaire Kadhafi.»

À la tête de ce Conseil, l'ancien ministre de la Justice Mustafa Abdel Jalil, de la tribu Harabi, qui a rejoint la révolte à la mi-février. «Un homme de confiance», dit le président de la Ligue libyenne des droits de l'homme, Sliman Bouchuiguir, joint hier par *La Presse* à Genève.

«Il était ministre de la Justice, mais a toujours dit qu'il n'y avait pas de justice en Libye, dit M. Bouchuiguir. Il a toujours dit que la justice était la dernière préoccupation de l'État libyen!»

M. Jalil, dit M. Bouchuiguir, a été nommé ministre notamment parce qu'il appartient à la même tribu que de la femme de Mouammar Kadhafi. «Il connaît très bien sa famille. La femme de Kadhafi a dit à son fils, Saïf al-Islam, qu'il fallait le nommer ministre. C'est ce qui est arrivé.»



PHOTO SUHAIB SALEM, REUTERS

À la tête du Conseil national de transition: l'ancien ministre de la Justice Mustafa Abdel Jalil, de la tribu Harabi. «Un homme de confiance», estime le président de la Ligue libyenne des droits de l'homme.

Quand Mustafa Abdel Jalil a publiquement déclaré, en mai dernier, que la justice était le dernier souci du pays, il a écopé d'un blâme du colonel. «Kadhafi lui a dit que ses

intérimaire. M. Jebril a aussi travaillé brièvement pour le régime afin de moderniser l'économie du pays, mais a jeté l'éponge lorsque ses propositions ont été rejetées.

Hier, le CNT a déclaré qu'il était en voie de former un gouvernement intérimaire qui n'entrerait pas en fonction avant le départ de Kadhafi.

critiques avaient du sens, mais qu'il ne devait pas dire ces choses en public, il aurait pu venir le voir chez lui», poursuit M. Bouchuiguir.

Gouvernement intérimaire?

Hier, le CNT a déclaré qu'il était en voie de former un gouvernement intérimaire qui n'entrerait pas en fonction avant le départ de Kadhafi. Selon Al-Jazira, Mahmoud Jebril, expert en stratégie qui a surtout travaillé à l'étranger, sera le premier ministre

Aux côtés de Mustafa Abdel Jalil se trouve également l'ancien ministre de l'Intérieur Abdel Fattah Younis. Ces anciens collaborateurs de Kadhafi qui ont retourné leur veste n'ont pas gagné d'emblée la confiance du président de la Ligue libyenne des droits de l'homme. «Ça ne concorde pas toujours avec la logique, reconnaît Sliman Bouchuiguir. Mais c'est un débat qui devra avoir lieu plus tard. Pour l'instant, nous devons nous concentrer autour de l'unité de ce Conseil.»

LA SUPERGRILLE

DU MOIS

LA PRESSE

EN MARS

Cinquante personnes gagneront ce livre et un sac réutilisable

Avec les Nuls, tout devient facile!

Édition spéciale Québec!

Le Jardinage

POUR

LES NULS

✓ Les meilleures plantes pour notre climat

✓ Des conseils pratiques pour les cultiver

✓ Des trucs pour jardiner écolo

✓ Avec les meilleures adresses québécoises

Liz Primeau

Steven A. Frowine

Albert Mondor

Horticulteur

FIRST

Éditions

À NE PAS MANQUER

SAMEDI

Violente répression en Syrie

Au moins 15 morts dans de nouveaux heurts

D'APRÈS L'AFP

DERAA — Au moins 15 personnes, dont une fillette de 11 ans atteinte d’une balle perdue, ont été tuées hier à Deraa, noyau de la contestation contre le pouvoir en Syrie qui a débordé dans des villes voisines malgré un déploiement massif de l’armée et des forces antiémeutes, selon des militants des droits de l’homme.

Les autorités ont imputé les heurts à un « gang armé », l’accusant d’avoir tué quatre personnes et « d’emmagasiner des armes dans la mosquée »

al-Omari à Deraa, ville tribale à 120 km au sud de Damas en proie à des protestations sans précédent depuis le 18 mars.

Elles ont néanmoins limogé le gouverneur de Deraa, Fayçal Khaltoum, une des mesures exigées par les manifestants qui défient l’état d’urgence en vigueur dans le pays depuis 1963. Les protestations violemment réprimées ont fait au total 21 morts, plus de 100 blessés et des dizaines d’arrestations dans un pays gouverné d’une main de fer depuis 40 ans par le régime baassiste.

Les États-Unis se sont déclara-

rés « alarmés » par « la violence et les arrestations arbitraires », alors que le chef de l’ONU Ban Ki-moon a condamné la violence contre « des manifestants pacifiques ».

Le président Bachar al-Assad n’est pas intervenu publiquement depuis le début des manifestations lancées le 15 mars à Damas.

Les nouveaux heurts à Deraa ont éclaté avant l’aube. Neuf manifestants, dont deux femmes, un enfant et un médecin, ont été tués et des dizaines blessés près de la mosquée al-Omari.

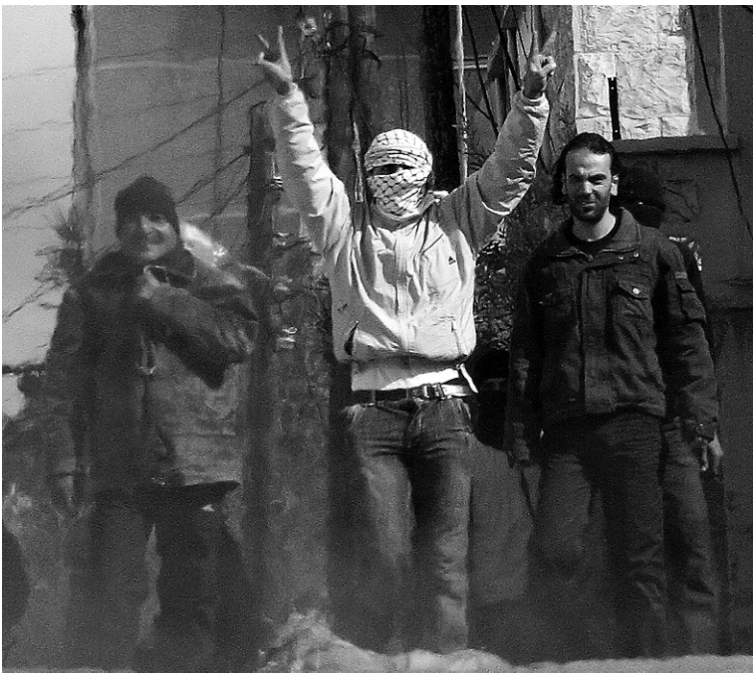


PHOTO ANWAR AMRO, AFP

Un opposant affiche sa détermination dans les rues de Daraa (dans le Sud).



National Energy Board

Office national de l'énergie

Office national de l'énergie

Avis d'audience publique concernant le projet de pipeline Bakken Canada (projet Bakken) d'Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken)

L'Office national de l'énergie tiendra une audience publique pour une demande présentée par Enbridge Bakken en vertu de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, visant la construction et l'exploitation du projet de pipeline Bakken. L'instance aura également pour objet l'étude de questions qui doivent être examinées en application de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. Il est possible de consulter la demande sur le site Internet de l'Office à l'adresse www.neb-one.gc.ca (cliquer sur « Consulter » les documents de réglementation, puis sur « Accès rapide » et faire défiler vers le bas jusqu'à la demande); aux bureaux d'Enbridge Bakken (10201, avenue Jasper, Edmonton); à la bibliothèque de l'Office (444, 7^e Avenue S.-O., rez-de-chaussée); en Saskatchewan, à la bibliothèque municipale de Regina – Service central (2311, 12^e Avenue), à la bibliothèque communautaire d'Alameda (200, 5^e Rue) et à la bibliothèque municipale de Redvers (53B, avenue Railway); ainsi qu'au Manitoba, à la bibliothèque régionale Border, division de Virden (312, 7^e Avenue).

Détails du projet

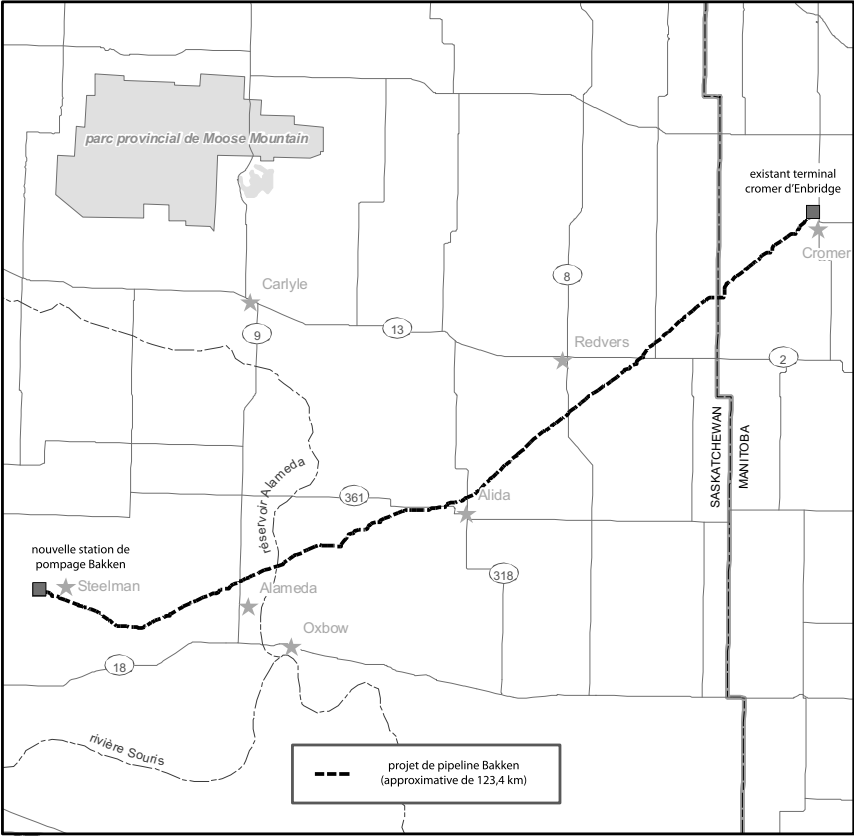
Le projet de pipeline Bakken transporterait du pétrole brut à partir du gisement de Bakken, dans le Dakota du Nord et le Montana, vers des marchés de raffineries en Amérique du Nord, en passant par un raccordement au réseau principal existant de Pipelines Enbridge Inc. (Enbridge), au terminal Cromer d'Enbridge près de Cromer, au Manitoba. Le projet de pipeline Bakken comprendra ce qui suit :

- le transfert de la canalisation EX-02 du propriétaire actuel, Enbridge Pipelines (Westspur) Inc., à Enbridge Bakken Limited Partnership;
- la construction et l'exploitation d'un nouveau pipeline servant à transporter du pétrole brut (pipeline Bakken), d'un diamètre extérieur (DE) de 406,4 mm (NPS 16) et d'une longueur approximative de 123,4 km, depuis la nouvelle station de pompage Bakken près de Steelman, en Saskatchewan, jusqu'au terminal Cromer d'Enbridge;
- la construction et l'exploitation de la station de pompage Bakken qui serait située près du terminal Steelman d'Enbridge Westspur;
- la construction d'installations au terminal Cromer d'Enbridge, y compris un sas d'arrivée des racleurs NPS 16.

Le pipeline Bakken longera, de manière contiguë, l'emprise du pipeline existant d'Enbridge Westspur et d'autres perturbations linéaires sur environ 77,3 km de sa longueur totale. Une nouvelle emprise d'environ 46,1 km étant incluse dans le projet, le projet de Bakken est assujéti à une évaluation environnementale sous forme d'examen préalable.

Enbridge Bakken propose une mise en chantier au premier semestre de 2012 et une entrée en service vers la fin de 2013.

Carte du projet



Audience publique orale

La partie orale de l'audience débutera le **4 octobre 2011 à 10 h, heure locale, à un endroit qui sera déterminé plus tard**. Elle visera à recueillir la preuve et les points de vue des personnes intéressées par la demande. Les personnes intéressées à participer à la partie orale de l'audience sont priées de consulter l'ordonnance d'audience OH-01-2011 de l'Office pour obtenir de plus amples renseignements de fond et des directives. Les dates limites pour le dépôt d'une demande de statut d'intervenant ou d'une lettre de commentaires sont le **29 avril 2011** et le **30 juin 2011** respectivement. Les autorités gouvernementales provinciales et fédérales peuvent participer en déposant une lettre de commentaires, en présentant un exposé oral, en demandant le statut d'intervenant ou en déposant une déclaration de participant du gouvernement au plus tard le **29 avril 2011**. L'ordonnance d'audience renferme davantage de renseignements à ce sujet.

Information pour les intervenants

Toute personne qui désire intervenir à l'audience doit déposer une demande en ce sens auprès de la secrétaire de l'Office au plus tard à **midi, heure de Calgary, le 29 avril 2011**, et en signifier une copie à Enbridge Bakken et à son avocat à chacune des adresses suivantes :

M ^{me} Lisa Anderson Chef d'équipe, Affaires réglementaires Pipelines Enbridge Inc. 10201, avenue Jasper Edmonton (Alberta) T5J 3N7 Téléc. : 780-420-8749	M ^e Ramona Salamucha Avocate – Réglementation Pipelines Enbridge Inc. 10201, avenue Jasper Edmonton (Alberta) T5J 3N7 Téléc. : 780-420-5166	M ^e Laura Estep Fraser Milner Casgrain LLP Bankers Court, 15 ^e étage 850, 2 ^e Rue S.-O. Calgary (Alberta) T2P 0R8 Téléc. : 403-268-3100
---	--	--

Vous pouvez utiliser un formulaire disponible dans le site Web de l'Office à www.neb-one.gc.ca pour demander le statut d'intervenant. Sous la rubrique « Documents de réglementation », il suffit de cliquer sur « soumettre », « Soumettre vos documents par voie électronique » puis « Demande de statut d'intervenant ». Enbridge Bakken signifiera une copie de la demande et des documents connexes à chaque intervenant.

Lettres de commentaires et exposés oraux

Les personnes qui souhaitent uniquement faire des observations sur la demande sont priées de déposer une lettre de commentaires auprès de la secrétaire de l'Office et d'en faire parvenir une copie à Enbridge Bakken et à son avocat au plus tard à midi, heure de Calgary, le **30 juin 2011**. L'Office prévoira du temps, au début de la partie orale de l'audience, pour l'audition des commentaires sur la demande. Toute personne désireuse de présenter un exposé oral doit déposer une demande d'autorisation par écrit auprès de l'Office et en faire parvenir une copie à Enbridge Bakken et à son avocat avant midi, heure de Calgary, le **30 juin 2011**. Vous pouvez déposer une

lettre de commentaires ou demander l'autorisation de présenter un exposé oral à l'aide des formulaires disponibles dans le site Internet de l'Office à l'adresse www.neb-one.gc.ca. Sous la rubrique « Documents de réglementation », il suffit de cliquer sur « soumettre », « Soumettre vos documents par voie électronique » puis « Lettre de commentaires » ou « Demande d'autorisation de présenter un exposé oral ».

Renseignements sur la procédure d'audience

L'ordonnance d'audience est accessible sur le site Internet de l'Office à www.neb-one.gc.ca [cliquer sur « Documents de réglementation » puis sur « Accès rapide » et faire défiler vers le bas jusqu'à la demande visant le projet d'Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. – Projet de pipeline Bakken Canada (OH-01-2011) et cliquer sur « Ordonnance d'audience » dans la partie supérieure de l'écran]. Pour obtenir de l'information sur le déroulement de l'audience ou sur les *Règles de pratique et de procédure de l'Office national de l'énergie, 1995* (les Règles) dans leur version modifiée (DORS/95-208), régissant la tenue de toutes les audiences (disponibles en français et en anglais), prière d'en faire la demande par écrit à la secrétaire de l'Office ou en téléphonant à Mona Butler, agente de réglementation, au 403-299-3292, ou en composant sans frais le 1-800-899-1265. Vous pouvez aussi, à partir du site Internet de l'Office, cliquer sur « Lois et règlements » pour accéder aux Règles et à d'autres lois.

Anne-Marie Erickson, Secrétaire de l'Office
Office national de l'énergie
444, Septième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 0X8
Télécopieur : 403-292-5503

Un air de déjà-vu à Jérusalem

Un attentat à la bombe soulève de vives inquiétudes

Une explosion a fait plus de 30 blessés hier à Jérusalem. Une femme a succombé à ses blessures à l'hôpital. La ville sainte craint maintenant une nouvelle vague de violence après quelques années loin des bombes.



JANIE GOSSELIN

JÉRUSALEM — Un important périmètre de sécurité encerclait les environs de la gare routière centrale de Jérusalem hier après-midi. Militaires et policiers ont repoussé la foule de curieux, venus voir de plus près les vestiges de l'explosion, la première à survenir dans la ville sainte depuis 2004.

Au moins 30 personnes ont été blessées par la déflagration. Une femme a succombé à ses blessures à l'hôpital. Deux autres personnes seraient toujours dans un état grave, selon un porte-parole de la police.

La bombe aurait été placée dans un sac déposé à un arrêt d'autobus devant la gare centrale, où transite un nombre important de voyageurs vers toutes les grandes villes d'Israël. Peu après l'explosion, un autocar aux vitres éclatées était toujours sur place. Du sang était visible sur le trottoir. Des spécialistes fouillaient les environs à la recherche d'indices.

L'explosion n'a pas été revendiquée. La police israélienne a évoqué la thèse de l'attentat et montré du doigt des activistes palestiniens.

« Nous patrouillons dans le secteur à la recherche de suspects. Il ne s'agit pas d'un attentat suicide », a précisé en point de presse Micky Rosenfeld, porte-parole de la police nationale.



PHOTO ARIEL SCHALIT, AP

L'explosion d'hier n'a pas été revendiquée. La police israélienne a évoqué la thèse de l'attentat et montré du doigt des activistes palestiniens.

Troubles à Gaza

L'explosion survient alors que la tension monte entre la bande de Gaza et Israël. Samedi dernier, un nombre d'obus sans précédent depuis plus de deux ans a été tiré vers des villes israéliennes. Mardi, huit Gazaouis ont été tués dans un raid de l'armée. Hier, des groupes armés ont répliqué en lançant des salves de roquettes et d'obus, blesant un Israélien.

Dans un communiqué, le premier ministre palestinien Salam Fayyad a dénoncé l'explosion survenue à Jérusalem.

« Je condamne cette opération terroriste de la façon la plus forte possible, sans égard à qui est l'auteur », a-t-il déclaré.

Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a retardé son départ pour la Russie en raison de l'explosion.

Intifada

Jérusalem a été le théâtre de plusieurs attaques à la bombe durant la deuxième intifada, au début des années 2000. Les quartiers juifs de Jérusalem ont été la cible de douzaines

d'attentats à la bombe, qui ont fait de nombreux morts.

À l'époque, Yonatan Yagodovsky était directeur du service d'urgence Magen David Adom – l'équivalent de la Croix-Rouge – pour le secteur de Jérusalem.

« Il y a déjà eu d'autres explosions à cet endroit dans le passé, a-t-il souligné, en désignant la gare routière. L'une d'entre elles était très similaire à ce qui s'est produit aujourd'hui. Mais durant la deuxième intifada, il y avait beaucoup d'attentats suicides, ce qui n'est pas le cas ici. » Il

a exprimé son inquiétude face à une nouvelle vague possible de violence dans le pays.

Le maire de Jérusalem, Nir Barkat, croit pour sa part que la ville reste « l'une des plus sûres au monde. » « Mais le plus important, c'est de retourner à une vie normale, pour faire baisser la motivation des terroristes », a-t-il ajouté.

Environ deux heures après l'explosion, les cordons qui délimitaient le périmètre de sécurité ont été retirés. Des autobus ont recommencé à circuler aux alentours de la gare centrale.

La trêve durement ébranlée

LAURA-JULIE PERREAULT

Une bombe qui a explosé hier à Jérusalem, tuant une femme, et des bombardements israéliens, qui ont fait huit morts dans la bande de Gaza la veille, ont remis à l'ordre du jour planétaire le conflit israélo-palestinien, quelque peu oublié dans le charivari du printemps arabe. Les causes et les conséquences des événements des derniers jours en quatre questions et réponses.

Q Dans quel contexte a lieu ce regain de violence au Proche-Orient?

R Plusieurs facteurs ont contribué à la montée de la

tension dans les deux camps au cours des dernières semaines, selon le politologue Sami Aoun, professeur de sciences politiques à l'Université de Sherbrooke et spécialiste du Proche-Orient. Une des principales raisons est l'échec, l'an dernier, des négociations entre les autorités israéliennes et palestiniennes. Le 10 mars, des émissaires du quartette international qui encadre les négos au Proche-Orient ont tenté de dénouer l'impasse, mais en vain. Dans une autre tentative de remettre les pourparlers sur les rails, le président russe Dmitri Medvedev vient de rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et il s'entretiendra aujourd'hui avec le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou.

« Faut-il aller de l'avant avec la solution des deux États ou faut-il l'enterrer? C'est la question qui est posée en ce moment », note M. Aoun. La tension politique est donc palpable.

Q La multiplication des révolutions et des mouvements

prodémocratiques a-t-elle un impact sur le conflit?

R Oui, absolument. Les Israéliens se demandent comment gérer la chute d'Hosni Moubarak, leur principal allié dans le monde

Les Israéliens se demandent comment gérer la chute d'Hosni Moubarak, leur principal allié dans le monde arabe.

arabe, explique Sami Aoun. Sa disparition a notamment eu un impact sur le blocus de Gaza, mis en place en 2007 après la victoire du Hamas et soutenu par l'Égypte de Moubarak. « Perplexes en regardant ce qui se passe dans la région, les Israéliens sont tombés dans la surprotection et ont commencé à verrouiller Gaza davantage », note M. Aoun. La fermeture d'un des points de passage centraux vers la bande de Gaza a soulevé la colère de

beaucoup de Palestiniens. « De leur côté, les groupes islamistes palestiniens ont peur d'être dépassés par le mouvement prodémocratique qui s'étend dans la région », ajoute M. Aoun.

Q Dans ce contexte, quelle est l'importance de l'attentat d'hier en Israël?

R C'était le premier attentat à la bombe perpétré en Israël depuis 2004. Il n'est cependant pas le premier geste de violence des derniers jours. La semaine dernière, deux militants du Hamas ont été tués dans une attaque aérienne israélienne. Une famille de colons juifs a été assassinée le week-end dernier en Cisjordanie.

Lundi et mardi, des roquettes ont été lancées de la bande de Gaza vers le sud d'Israël. Mardi, une attaque israélienne a tué huit Palestiniens, dont trois jeunes, un homme de 60 ans ainsi que quatre militants des brigades Al-Qods dans la bande de Gaza. Un porte-parole des brigades a revendiqué les tirs de roquettes des derniers jours.

Q Peut-on s'attendre à plus de violence?

R Par le passé, les attentats ont toujours été suivis de représailles. Hier, avant de partir à Moscou, Benjamin Nétanyahou a affirmé que son pays se défendra avec une « volonté de fer » contre les groupes armés palestiniens « qui tentent de tester notre volonté et notre détermination ». Cependant, l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis disait hier qu'il n'y aurait pas d'escalade de violence et le Hamas affirmait vouloir ramener le calme dans le territoire palestinien dont il a le contrôle. Jusqu'à la semaine dernière, Israël et le Hamas observaient une trêve des hostilités.

Avec l'AFP, l'AP, Alternative Information Centre, Haaretz.



ANNE-MARIE
WITHENSHAW
ROCK & GLAM

M
MOI. MA VIE. MON STYLE.

consultez notre version en ligne
sur kiosque.cyberpresse.ca

LE TOUR DU GLOBE

ALGÉRIE

Émeutes du logement

Des émeutes déclenchées dans un quartier d'Alger hier à l'aube en raison de la démolition par les autorités de baraques illégales ont fait 22 blessés, dont 21 policiers, selon un bilan établi par la protection civile. Les affrontements ont commencé avec l'arrivée d'engins de démolition de baraques illégales dans la Cité Climat de France, une agglomération populaire proche du ministère de la Défense. L'Algérie connaît depuis le début de l'année une contestation sociale quotidienne. – AFP

ÉGYPTE

« Tests de virginité » dénoncés

Amnistie internationale a dénoncé le traitement « choquant » de manifestantes en Égypte, en appelant les autorités à enquêter sur des informations selon lesquelles l'armée les a soumises à des tortures et des « tests de virginité ». L'organisation affirme que ces tortures ont eu lieu après que les militaires eurent dispersé une manifestation, le 9 mars. Ces manifestantes auraient été battues et électrocutées, tandis que des soldats les photographiaient, puis contraignaient à « des tests de virginité ». – AFP



José Socrates

PHOTO REUTERS

PORTUGAL

Le premier ministre démissionne

Le premier ministre portugais José Socrates a annoncé hier sa démission, moins de deux heures après le rejet par le Parlement de son nouveau programme d'austérité censé « garantir » le rééquilibrage des finances publiques et éviter un appel à l'aide extérieure. « L'opposition a retiré au gouvernement toutes les conditions pour gouverner. J'ai par conséquent présenté ma démission au président de la République », a-t-il dit. – AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

12

Dmitri Medvedev vient de réaliser son rêve d'adolescent. Le président russe, grand admirateur de heavy métal, a pu rencontrer hier son groupe préféré, Deep Purple. Les membres du groupe britannique ont pris le thé avec le dirigeant russe dans sa résidence présidentielle de Gorki. Il leur a confié qu'il était fan du groupe depuis ses 12 ans. Le fils de Dmitri Medvedev, Iliia, 15 ans, a ensuite joué de la guitare en compagnie des musiciens britanniques, selon les agences russes. – AFP

Le Kenya sans préservatifs pour deux semaines

AGENCE FRANCE-PRESSE

NAIROBI — Le gouvernement kényan a demandé aux États-Unis de lui envoyer d'urgence 45 millions de préservatifs pour faire face à une pénurie, due apparemment à une consommation en forte hausse, a-t-on appris hier de source officielle.

La cargaison de préservatifs, financés par le plan d'urgence présidentiel américain contre le sida – PEPFAR, selon l'acronyme anglais –, doit arriver au Kenya le 10 avril.

La pénurie de préservatifs est due à une consommation en forte hausse et à des commandes insuffisantes de la part des autorités compétentes, a expliqué le directeur de la santé publique, Shahnaaz Sharif.

« La demande était de 8 millions par mois, puis elle est passée à 12 millions et elle est maintenant d'environ 20 millions. Cela vous donne une idée du nombre de rapports sexuels que les gens ont », a relevé devant la presse M. Sharif.

La dernière livraison de 19 millions de préservatifs est arrivée en janvier, et la cargaison a été épuisée en un mois et demi, a-t-il poursuivi.

La situation devrait se régulariser dans les mois à venir, avec une nouvelle livraison attendue en mai et destinée à durer jusqu'en août.

Le problème reste cependant d'acheminer les préservatifs jusqu'aux régions les



PHOTO ANTONY NJUGUNA, REUTERS

Une femme explique à des Kényans comment utiliser le condom, pendant la Journée mondiale de la lutte contre le sida, qui se déroule le 1^{er} décembre chaque année.

plus isolées du pays, malgré l'état souvent très mauvais des routes. Des reportages télévisés ont montré récemment comment les hommes de la région d'Isiolo, dans le nord du pays, étaient contraints de recycler des préservatifs usés.

CUBA

Les derniers dissidents libérés

AGENCE FRANCE-PRESSE

LA HAVANE — Cuba a clos un processus de libération de prisonniers politiques entamé il y a neuf mois avec l'élargissement hier des deux derniers du « groupe des 75 », dont la condamnation en 2003 à de lourdes peines de prison avait suscité l'indignation internationale.

José Ferrer, condamné à 25 ans de prison, est le dernier dissident de la vague de répression du « Printemps

noir » à avoir recouvré la liberté depuis le lancement en mai d'un dialogue entre les autorités cubaines et l'Église catholique, qui a joué le rôle de médiateur dans le dossier.

Ce pêcheur de 40 ans, membre du Mouvement chrétien Libération présidé par Oswaldo Paya, Prix Sakharov 2002 du Parlement européen, a annoncé qu'il reprendrait « la lutte » et a fêté sa libération chez lui, à Palmarito, dans la province orientale de Santiago de Cuba.

MANQUE DE TEMPS ?



Centre dentaire Natalie Socqué



450 692.4000
www.socque.com

155 boul. St-Jean-Baptiste, Châteauguay

Dre Natalie Socqué, dentiste généraliste
Fellow du International Congress of Oral Implantologists
et du Misch Implant Institute de Détroit, USA



Entièrement satisfait... quatre fois plutôt qu'une !

— La première fois, en 2002, j'ai vraiment apprécié les recommandations des conseillers de chez Bourcier et le résultat a été un succès total ! Après, j'ai vendu et racheté 3 fois. Chaque fois, je suis revenu chez Bourcier, pour la précision du travail, pour la rapidité d'exécution et pour la disponibilité du personnel.

La famille Fortier, Ville de Mercier

Le bon choix, ça se voit !

BOURCIER
PORTES ET FENÊTRES

www.bourcier.com

Brossard
450 443-8884

Châteauguay
450 691-7153

Dollard-des-Ormeaux
514 421-3639

Valleyfield
450 373-6699

Vaudreuil-Dorion
450 218-2534

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur de l'information
André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Fermons Gentilly-2

Nous publions le dernier de deux éditoriaux sur le nucléaire.



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

Surfant sur la vague de 14 mètres qui a noyé les réacteurs de Fukushima, une coalition politique et environnementale exige la fermeture de Gentilly-2. La demande est opportuniste. Mais elle n'en est pas moins pertinente.

Le débat public a certes déjà eu lieu il y a deux ans, le gouvernement a annoncé sa décision et Hydro-Québec a en main tous les permis pour rénover la centrale nucléaire. Mais le contexte a suffisamment changé, depuis 2008, pour que l'on s'interroge à nouveau sur le bien-fondé d'une telle réfection. Et cela n'a rien à voir avec Fukushima.

En cette période de disette économique et de surplus énergétique, Gentilly-2 doit être mise au rancart.

Il y a tout d'abord le coût d'un tel projet. La facture est passée de 1,4 milliard à 2 milliards de dollars... avant même que les outils ne soient sortis du coffre. C'est énorme pour maintenir 2 % de la production électrique du Québec!

Le montant est d'autant plus dissuasif qu'à quelques centaines de kilomètres à l'est, une centrale en tout point conforme a vu ses coûts de réfection exploser dernièrement. Le chantier de Pointe Lepreau affiche en effet trois ans de retard et une facture excédentaire de... 1 milliard!

Le risque est à prendre au sérieux, ici au Québec. Surtout

Plus qu'un gadget



ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Le Dossier santé du Québec (DSQ), qu'on nous avait d'abord promis pour l'an dernier, ne sera pleinement fonctionnel avant trois ou cinq ans, reconnaît maintenant le ministre Yves Bolduc. La perspective est plus réaliste, mais le problème de fond demeure.

Ça ressemble à une mauvaise blague dont la question serait: combien faut-il de hauts fonctionnaires pour implanter un système de dossiers médicaux électroniques ? Et la réponse: faut-il vraiment confier ça à des fonctionnaires?

Plus le temps avance (contrairement au DSQ...), plus on constate à quel point la décision de piloter ce projet d'en haut, de Québec, est une source de problèmes – délais, changements de direction, contrats douteux, etc. Trois rapports du vérificateur général, peut-être bientôt un quatrième, peuvent en témoigner.

Il est vrai qu'aucun réseau dans le monde n'offre toutes les fonctions promises par Québec à une population comparable. Le défi d'interconnecter les systèmes hétéroclites de labos, de cliniques, d'hôpitaux et de pharmacies est bien réel. L'ambitieuse vision de départ – rendre toutes les composantes du dossier d'un patient accessible sur un seul écran partout dans la province – n'était peut-être même pas réalisable dans les délais énoncés à l'origine.

Sauf qu'il aurait fallu s'en rendre compte dès le début. Et

que le Nouveau-Brunswick a eu la présence d'esprit de refiler les dépassements de coût à Énergie atomique Canada. Alors qu'Hydro-Québec et ses actionnaires devront assumer seuls la facture, peu importe son prix.

D'ailleurs, l'avenir incertain d'Énergie atomique Canada est un autre élément à prendre en considération. Cette instance étant fournisseur de la technologie nucléaire au pays, cela fait planer une désagréable incertitude sur la gestion de la réfection. Une de plus.

À la lumière de ces réserves, on peut donc à juste titre s'interroger sur l'à-propos d'une telle aventure financière. D'autant qu'elle survient dans un contexte peu favorable: les coffres de l'État sont vides et les réservoirs hydroélectriques, bien pleins.

Hydro-Québec rétorque que malgré ses surplus, la présence d'une centrale puissante là où l'électricité se consomme est importante, vu que les systèmes de stabilisation du réseau sont loin dans le Nord. Soit. Qu'elle utilise à cette fin la centrale au gaz de Bécancour. Cela aurait un impact environnemental mineur et permettrait d'utiliser une usine qui coûte déjà 150 millions par année... même si elle n'a pas été démarrée depuis 2008!

Reste la question du déclassement: vaut-il la peine de fermer la centrale, sachant que le démantèlement de Gentilly coûtera 1,6 milliard? La réponse est oui, dans un contexte où il n'y a aucun projet nucléaire en vue, et donc aucune nécessité de conserver ici une expertise nucléaire.

On n'échappera pas au coût de fermeture: soit on le paye tout de suite, soit on rénove et on refille la facture aux générations suivantes, avec une bonne quantité de déchets supplémentaires. Une telle logique se défend là où les populations sont croissantes et les ressources énergétiques naturelles, inexistantes. Mais pas au Québec.

NOUS, AU PARTI HARPER...
...CONSERVATEUR, ON NE
VEUT PAS D'ÉLECTIONS!

TOUS LES CANADIENS,
COMME NOUS AU PARTI LIBÉRAL,
NE VEULENT PAS D'ÉLECTIONS!

HEY! HEY!
C'EST LE MÊME
CHOSE POUR
NOUS AUTRES!

QU'ISSÉ QUE C'EST
QUE VOUS PENSEZ
QUI VEUT PAS
D'ÉLECTIONS?
C'EST LE BLOC!

...DONC, ÉLECTIONS DÉBUT MAI!

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LA PRESSE DÉBATS

LE LIEU DE DISCUSSION SUR LES SUJETS D'ACTUALITÉ

La Presse et Cyberpresse ont lancé la semaine dernière LA PRESSE DÉBATS, un lieu de discussion unique sur les sujets d'actualité. LA PRESSE DÉBATS met en présence des experts et collaborateurs réguliers et les citoyens.

MINORITAIRE OU MAJORITAIRE?
Peu importe le parti qui sera porté au pouvoir, quel type de gouvernement souhaitez-vous qu'on élise aux prochaines élections fédérales: minoritaire ou majoritaire? Lequel servirait le mieux les intérêts des Canadiens?

Lisez le point de vue, notamment, de Richard Vigneault, Francine Laplante, Louis Bernard, Jean-Claude Hébert... et surtout, faites valoir le vôtre.

JOIGNEZ-VOUS AU DÉBAT SUR WWW.CYBERPRESSE.CA

EXCLUSIF > ÉPARGNE-RETRAITE: L'ÉTAT NE DOIT PAS S'EN REMETTRE AUX EMPLOYEURS PAR CLAUDE CASTONGUAY

OPINION

LA NEF DES FOUS

Jamais les États de la coalition contre la Libye ne se sont livrés à des attaques aussi vicieuses

JOCELYN COULON

L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERIM.

La coalition mise sur pied par les Occidentaux pour intervenir en Libye ressemble de plus en plus à une Nef des fous en route vers des récifs annonceurs d'une catastrophe.

Jamais les États d'une coalition ne se sont livrés entre eux à des attaques aussi vicieuses et mesquines. Les responsables de cette situation sont nombreux, mais Nicolas Sarkozy est assurément le premier d'entre eux.

L'intervention militaire contre la Libye ne fait pas l'unanimité depuis le moment où, il y a un mois, certains avaient commencé à l'évoquer. Pourquoi intervenir dans ce conflit plutôt que dans un autre?

Après quelques semaines d'hésitations, les Américains se sont ralliés au couple franco-britannique et ont appuyé une résolution au Conseil de sécurité approuvant l'usage de la force. D'autres pays, dont le Canada, se sont finalement rangés. Le président français a convoqué un sommet à Paris où 21 dirigeants se sont joints à lui afin de discuter des grandes lignes de l'opération mise au point par les planificateurs militaires. La réunion était à peine terminée que Nicolas Sarkozy est sorti de la salle faire une déclaration et provoquer le fiasco diplomatique.

Depuis cinq jours, présidents, premiers ministres, ministres, députés et secrétaires généraux

ne ratent pas une occasion de se tirer dessus et de dire tout le mal qu'ils pensent l'un de l'autre.

De toute évidence, lorsque le président français se présente devant les médias, tous les fils n'ont pas été attachés. Dès samedi, pressé d'apparaître comme le chef de cette opération, il annonce sans en informer ses autres partenaires que les avions français bombardent déjà la Libye. On pique une première colère.

Lundi, alors que les bombes causent 48 pertes civiles, le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, s'insurge et prévient que son pays «allait vérifier soigneu-

L'OTAN va gérer les opérations militaires au jour le jour, un comité des pays de la coalition va s'occuper de la direction politique: la formule est désastreuse.

sement que toutes les actions entreprises sont conformes aux objectifs de la résolution». Il veut s'assurer de la destination finale de chaque missile et semble s'étonner qu'une guerre puisse occasionner des pertes civiles. C'est pourtant le même Frattini qui n'avait pas dit un mot devant la mort de 150 000 Irakiens pendant la guerre américano-britannique appuyée par son gouvernement.

Mardi, la Turquie s'emballe. Le premier ministre Recep Erdogan affirme que son pays «ne sera jamais celui qui pointe une arme contre le peuple libyen». Son ministre respon-

sable de l'Europe en rajoute et accuse M. Sarkozy d'exploiter la guerre à des fins électorales. En Italie, le président de la Commission Défense du Sénat accuse la France d'être mue par la volonté d'obtenir des contrats pétroliers auprès des futures autorités libyennes. «L'Italie ne peut pas avoir seulement les immigrants, nous devons absolument protéger nos investissements.» La presse italienne titre: «L'Italie bombarde la France!»

M. Frattini revient en scène mardi soir avec une déclaration pour le moins étonnante. «Maintenant que les actes que tout le monde jugeait inacceptables ont cessé, le moment est venu d'en revenir aux règles», dit-il, laissant croire que les civils ne sont plus attaqués et que la coalition n'a donc plus à intervenir. Quelques heures plus tard, elle frappe de nouveau. On nage en pleine confusion, et je vous épargne les contradictions sur la nécessité ou non de viser Kadhafi ou de déployer des troupes au sol.

Enfin, la plupart des pays veulent un transfert des opérations vers l'OTAN afin de remettre la France à sa place. Paris dit non et son ambassadeur claque la porte d'une réunion houleuse à Bruxelles. Finalement, on parvient à un accord bancal et fragile mercredi soir: l'OTAN va gérer les opérations militaires au jour le jour, un comité des pays de la coalition va s'occuper de la direction politique. Pour mener une opération militaire, la formule est désastreuse.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité se réunit pour étudier une plainte de la Libye et une offre de cessez-le-feu. On verra si la foire d'empoigne se poursuit.

À BIEN Y PENSER

Le président Obama s'est soucié de respecter le droit international, mais il a ignoré le droit de son propre pays en omettant d'obtenir l'autorisation du Congrès avant de plonger les États-Unis dans une autre guerre, en Libye. C'est une erreur que Bush fils n'a pas commise et qui lui a évité l'impeachment. M. Obama ne pourra peut-être pas surmonter la grogne d'une Chambre des représentants républicaine, voire d'un Sénat encore démocrate mais divisé. — Claude Laferrière, avocat

FORUM

Les dangers de l'ingérence



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Loi d'être une simple intervention humanitaire destinée à protéger des civils innocents, l'offensive des pays occidentaux en Libye représente une immixtion dans une guerre civile, laquelle pourrait avoir des retombées dangereuses sur leurs propres populations. La précipitation avec laquelle le président Sarkozy a reconnu les insurgés de Benghazi comme «seuls représentants légitimes du peuple libyen» – le point de départ de cette guerre hasardeuse – était totalement irresponsable.

Si la coalition occidentale échoue à le renverser, Kadhafi lâchera ses terroristes sur ceux qui l'ont attaqué.

Rien ne prouve que ces insurgés représentent une majorité de Libyens. On n'a pas encore vu l'insurrection s'étendre, même si les bombardements de la coalition étaient de nature à favoriser son extension. La peur joue sûrement, après la brutale répression des manifestations à Tripoli et les avertissements sanglants du «Guide». Mais ne sous-estimons pas ce dernier: en 40 ans de règne, ce politicien roué a su s'assurer bien des loyalités. La réalité, c'est que jusqu'à présent, le «peuple» ne s'est pas soulevé et que jusqu'à preuve du contraire, l'on ne peut prétendre qu'une majorité de Libyens souhaite voir les tribus de la Cyrénaïque prendre le pouvoir à Tripoli, ni qu'une majorité souhaitait l'intervention occidentale (car c'est bien de cela qu'il s'agit, les pays arabo-musulmans étant à toutes fins utiles absents du tableau).

En outre, loin de se contenter de manifester, les contestataires de Benghazi ont très vite commencé à marcher sur Tripoli dans l'intention de renverser le régime en place – une stratégie de têtes brûlées qui aurait été vouée à l'échec n'eût été de l'intervention providentielle de l'étranger. Certes, c'étaient pour la plupart des amateurs dotés d'un armement obsolète, et parmi eux l'on comptait peu de militaires professionnels. Mais quand on prend les armes contre le pouvoir, on n'est plus des civils, on devient des combattants. Appartenait-il à l'Occident de prendre parti, dans cette guerre civile, en faveur d'un groupe armé dont on connaît d'ailleurs fort peu les motivations et la composition?

Comme l'écrivait hier dans *Le Monde* Jean-Christophe Ruffin, ancien ambassadeur de France à Dakar et ex-vice-président de Médecins sans frontières, «nous sommes de fait engagés dans des combats terrestres, même si nous frappons, pour l'instant, depuis le ciel. Nous lançons des opérations militaires destructrices contre un pays qui ne nous a pas attaqués et qui ne menace pas nos intérêts». Comme en Irak, souligne-t-il, en se demandant fort opportunément si le recours au droit d'ingérence est «moins dangereux quand c'est la France qui l'applique».

Tout le monde s'entend: Kadhafi est un dictateur sanguinaire, mais là n'est pas la question. Comme on le disait à propos de Saddam Hussein, s'il fallait abattre tous les tyrans de la planète, on serait perpétuellement en guerre. En fait, et c'est l'ironie de l'affaire, depuis 10 ans, Kadhafi était devenu pour la communauté internationale un interlocuteur beaucoup moins dangereux qu'à l'époque où il était le commanditaire principal du terrorisme international... un rôle qu'il pourrait bien reprendre demain, toutefois, si la coalition occidentale échoue à le renverser.

Dans ce cas, la vengeance sera terrible. Kadhafi lâchera ses terroristes sur ceux qui l'ont attaqué – la France d'abord, mais aussi le reste de la coalition, incluant le Canada.

Le colonel a d'ailleurs amorcé sa vengeance en rompant les ententes qu'il avait conclues avec l'Italie pour prévenir l'immigration illégale. Demain, des milliers de Libyens s'ajouteront aux milliers de clandestins nord-africains qui sont actuellement dans le sud de l'Italie dans l'espoir de passer en France (une situation qui a beaucoup favorisé la montée du FN de Marine Le Pen). Le président Sarkozy pourrait bientôt regretter son coup d'éclat en faveur des combattants de Benghazi.

Gaspillage de fonds publics

Devant la sclérose de la vie politique canadienne, un scrutin peut toutefois être utile même s'il n'est pas nécessaire

MARC SIMARD



L'auteur est professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau, à Québec.

Ça y est: le gouvernement Harper sera vraisemblablement renversé à la Chambre des communes et nous aurons des élections fédérales, ce qui provoquera des grincements de dents chez plusieurs contribuables.

Les résultats de ces élections risquent, en effet, de ressembler étroitement à ceux de 2006 et de 2008: les choix électoraux des Canadiens, tracés pour l'essentiel depuis la dernière reconfiguration des partis, qui a vu la naissance du Bloc québécois et la fusion qui a généré le Parti conservateur, ont autant de chances de changer radicalement que les positions du pape sur l'avortement.

Peut-on penser sérieusement que les provinces de l'Ouest, qui ont accordé 71 de leurs 92 sièges aux conservateurs en 2008 et 65 en 2006, vont basculer vers le PLC ou le NPD? Leurs électeurs vont-ils se convertir aux vertus du «big government» incarné par ces deux partis? Vont-ils se défaire de leur sentiment historique d'aliénation vis-à-vis Ottawa et les partis du centre du Canada?

Au Québec, la rhétorique du Bloc fera encore mouche, avec la défense des «intérêts du Québec» et le «péril droitiste» à l'avant-plan. Les électeurs ont démontré leur perméabilité à ce discours, en lui accordant entre 38 et 54 des 75 sièges en jeu lors des six élections fédérales depuis 1993. Le spectre de la droite y fait florès et une tradition s'y est enracinée de n'accorder son vote qu'aux partis dont le chef est issu de la nation. Les libéraux y sont discrédités dans l'électorat francophone depuis le scandale des commandites et le NPD n'y a jamais percé.

Dans les Maritimes, la dépendance historique à l'égard des programmes sociaux fédéraux fera pencher la balance vers le PLC, qui y est associé, et dans une moindre mesure vers le NPD, pour lequel on y a de la sympathie, mais qui souffre du handicap de n'avoir pas d'espoir de former le gouvernement.

En Ontario, malgré le déclin progressif des libéraux (75 sièges sur



PHOTO TOM HANSON, ARCHIVES PC

En 2006 et 2008 (notre photo), les électeurs canadiens ont choisi un gouvernrmnt minoritaire, celui du Parti conservateur de Stephen Harper, pour gouverner le pays. Le résultat sera-t-il si différent en 2011?

106 en 2004, 54 en 2006 et 38 en 2008), il est douteux que les conservateurs fassent davantage de gains, même s'il est possible qu'ils progressent dans les régions rurales et dans la grande région de Toronto.

En fait, ces élections vont se jouer à la marge: dans la région de Québec, où le PC pourrait être laminé pour sa

En l'absence de commotion majeure, le résultat des élections de 2011 ne différera que légèrement de celui des élections de 2006 et 2008.

responsabilité fiscale face aux projets d'amphithéâtre du maire Labeaume; et à Toronto, où on ignore encore si le populisme de droite du maire Rob Ford est soluble en politique fédérale. Pour le moment, son enjeu apparaît être l'atteinte d'une majorité par le PC.

En l'absence de commotion majeure comme le scandale des commandites,

qui a sérieusement amoché la crédibilité du PLC, ou l'échec de l'accord du lac Meech, qui a provoqué la naissance du Bloc québécois, le résultat des élections de 2011 ne différera que légèrement de celui des élections précédentes.

En ce sens, celles-ci auront donc été un gaspillage de fonds publics, une perte de temps. Mais devant la sclérose de la vie politique canadienne, l'apathie du gouvernement et la multiplication des scandales parlementaires, un scrutin peut être utile même s'il n'est pas nécessaire.

Si les Canadiens réélisent un gouvernement conservateur minoritaire, alors il se pourrait que le tout n'ait été qu'un coup d'épée dans l'eau, à moins que le PC n'y trouve une légitimité qui lui redonne de la vigueur ou l'amène à sortir des ornières de la politique partisane.

Si le PC obtient une majorité, la vie politique canadienne pourrait changer de façon drastique. À moins que ces élections ne débouchent, ô surprise, sur la résurrection de l'improbable coalition entre le NPD, le PLC et le Bloc?

FORUM@LAPRESSE.CA

PRÊT POUR DES ÉLECTIONS?

De combat à corvée

Partout, les gens brament «on ne veut pas d'élections». Mais d'où vient donc cette peur du vote, sinon que donner notre opinion nous engage ensuite à être conséquents? La responsabilité d'une opinion est-elle si éprouvante qu'il faille chaque fois se terrer dans notre confortable petitesse quand on nous demande notre avis? Mais non, c'est beaucoup plus facile de courber l'échine et d'appeler ça ensuite du cynisme envers les institutions. Le jour où le taux de participation se chiffrera à 90 %, vous pouvez être sûrs que la politique va attirer des gens intéressants, les vrais leaders, qui savent fort bien que nous ne les méritons pas. Avec une mobilisation des électeurs, les élus sauront qu'ils sont surveillés; ce sera toujours une façon de les rendre impubtables, non? Je me réjouis de chaque élection à tous les niveaux! Et je souhaite que chacun se réjouisse, se grise de son pouvoir d'électeur! Les élections coûtent cher? En Afrique du Nord, les gens meurent en rêvant de démocratie. Allez comprendre comment, en l'espace de quelques générations, ce qui était un combat est devenu une corvée.

Guillaume Baril

À date fixe

Dans toutes les démocraties occidentales, le déclenchement des élections se fait toujours pour deux raisons: la situation économico-politique intérieure et les sondages, qui dictent à quel moment les gouvernements en place doivent les déclencher. Il faudrait des élections à date fixe pour éviter ces manipulations. Le gouvernement Harper veut des élections au mois de mai. Point à la ligne. Pourquoi? Il ne veut pas rater cette occasion, certes fragile, de former un gouvernement majoritaire. La situation économique est plutôt stable et le Parti conservateur, selon les sondages, ferait une grosse percée en Ontario.

Jean Archambault, Montréal

Le prix d'un amphithéâtre

Le mince budget du ministre Jim Flaherty ne comportant pas de mesures importantes, il va sans dire que le gouvernement planifiait, depuis longtemps, le refus des partis de l'opposition. Avec ce budget, le gouvernement

conservateur de Stephen Harper démontre clairement le mépris qu'il a toujours eu envers la classe moyenne et son fort penchant envers les plus nantis de la société avec ses réductions d'impôts aux entreprises. Nous irons donc aux urnes au début de mai, pour la quatrième fois depuis 2004, pour une dépense d'environ 300 millions de dollars, soit le prix d'un nouvel amphithéâtre.

Jocelyn Boily, Québec

Du pareil au même

Quelles améliorations y aura-t-il dans un nouveau partage des sièges, qui aboutira probablement de nouveau à un gouvernement minoritaire? Encore une fois, le Québec n'aura aucun poids décisionnel à Ottawa avec les députés du Bloc qui s'accumulent des pensions. Il n'y aura que du désabusement de l'électorat.

Andrée Allard

Mais qui à la place?

Oui, je crois qu'il serait temps de remettre à sa place ce gouvernement minoritaire qui se conduit comme s'il était majoritaire. Cependant, par qui allons-nous le remplacer, car il n'y a personne aux Communes qui soit vraiment un leader?

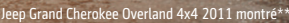
Gilles Morin

Votons une loi contre ça!

J'ai 37 ans et pour la première fois de ma vie, je songe sérieusement à ne pas aller voter! Je suis tout simplement dégoûté par le comportement de nos élus qui nous amènent dans les quatrièmes élections en sept ans. Il devrait y avoir une loi contre ça! Les partis se moquent éperdument des dépenses encourues par ces élections et ils jouent un jeu dégoûtant! Y avait-il quelque chose d'absolument inacceptable dans le budget? Non, quoi que l'opposition en dise. Et pourquoi irais-je voter? Tout va se jouer dans la région de Toronto, alors que les conservateurs vont tenter d'aller y chercher leur majorité. Au Québec, nous ne ferons que confirmer notre choix de l'isolement du ROC même si nous en profitons. Ces élections ne sont que la confirmation de l'opportunisme politique au détriment de la véritable démocratie.

Sylvain Rivard

LE BLOGUE DE L'ÉDITO > CES ÉLECTIONS DONT PERSONNE NE VEUT PAR ANDRÉ PRATTE

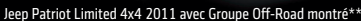


ILS VOUS EMMÈNENT JUSQU'AU SOMMET.
À UN PRIX TRÈS TERRE À TERRE.

BEST AUTOWEEK OF THE BEST
2011 TRUCK
MEILLEUR CAMION 2011» SELON AUTOWEEK

+ D'APRÈS LES CONDITIONS DE FINANCEMENT D'ALLY CRÉDIT CANADA

- 4- Démarreur sans clé Enter-n-Go avec détecteur de présence
- 5- Système 4 roues motrices Quadra-Trac I^{MC}
- 5- Plus de 45 caractéristiques de protection et de sécurité



LE PRIX INCLUT 1 500 \$ DE REMISE AU COMPTANTⁿ, 1 000 \$ EN BONI AU COMPTANT* ET LES FRAIS DE TRANSPORT.



DES PAIEMENTS DE
54 \$[±]
PAR SEMAINE
POUR 84 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

- Miroirs chauffants et repliables
- Vitres et portes à commande électrique

www.jeep.ca/offres

